

## Comités de grève élus pour unifier les luttes!



# Faisons rendre gorge au gouvernement!

Dans notre numéro de septembre, sous le titre « Une rentrée chaude, oui! », nous soulignons que « les gouvernements Mitterrand-Chirac n'ont pas pu infliger de défaite véritablement décisive » à la classe ouvrière. Cette appréciation est largement prouvée par la combativité qui se manifeste en ce moment sur le terrain revendicatif.

Les infirmières de tout le pays sont entrées dans une lutte de longue durée et particulièrement déterminée. De nombreux centres de tri PTT ont débrayé massivement à Paris, Rouen et Lille. Des grèves ont éclaté à la RATP, dans les transports urbains de Lyon et à Renault-Le Mans. La fonction publique s'est mise en mouvement avec de puissantes manifestations le

18 octobre et surtout le 20. L'Éducation nationale est également touchée par l'action des enseignants et des étudiants et lycéens dans divers lycées et universités. Si on n'a pas oublié que les grèves n'ont observé ni la longue trêve électorale (SNECMA, Michelin, Renault-Cléon, mineurs de Gardanne par exemple), ni la trêve estivale (imprimerie Didier et toujours les mineurs de

Gardanne), ce n'est pas prendre ses désirs pour la réalité que de dire que tous les ingrédients d'un affrontement de classe sont réunis. Ce qui fait cruellement défaut, c'est une direction qui puisse mener les luttes à la victoire. Aujourd'hui, toute lutte d'ampleur se heurtera inévitablement à la résistance du gouvernement — le conseil d'admini-

*Suite page 4*

**Pour la révolution socialiste en Algérie, un parti trotskyste !**

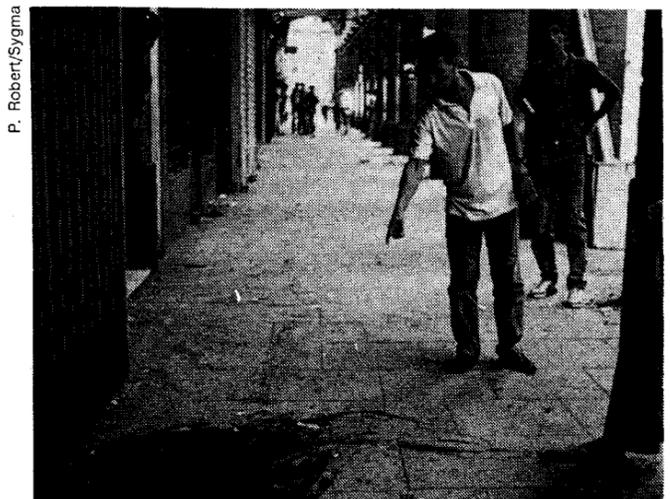
## Le massacre d'octobre à Alger

Les bourgeoisies française et internationale ont poussé un soupir de soulagement quand, le 11 octobre, le lendemain du discours du président Chadli, les médias ont annoncé le « retour à l'ordre » en Algérie. Mais dans le silence assourdissant, résonnaient encore, dans les têtes des Algériens, le staccato sinistre des armes automatiques et les cris des blessés et des

agonisants. L'« ordre » imposé dans le sang est lourd de rage contenue contre un régime qui n'hésite pas à tirer à la mitrailleuse sur des adolescents et des enfants. Est-ce pour ça que sont morts un million d'Algériens dans leur lutte contre la terreur coloniale française ?

Depuis 1962, la direction nationaliste du FLN a justifié son pouvoir sans partage par un argument unique, mais de taille : elle avait dirigé la lutte de libération nationale victorieuse. Ce capital de légitimité a aujourd'hui fondu comme neige au soleil, et la raison principale n'est pas que la majorité des Algériens de 1988 n'ont pas vécu la

Octobre à Alger, l'armée de Chadli a tiré à la mitrailleuse lourde sur sa jeunesse.



M 2651 - 88 - 5,00 F



*Suite page 6*

## Contre le stalinisme et le front populaire

# Trotsky appartient aux travailleurs du monde entier

Mexico — Le 17 septembre, dans les jardins du musée Trotsky de Coyoacán, dans la maison où le révolutionnaire bolchévique fut tué par un assassin stalinien en 1940, quelque 250 personnes ont assisté à une réunion, à l'appel du Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT, Parti révolutionnaire des travailleurs), la section mexicaine du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale ». Le PRT avait annoncé dans son journal qu'il s'agissait de demander « la réhabilitation politique de Léon Trotsky » (*Bandera Socialista*, 12 et 14 septembre).

Plusieurs orateurs prirent la parole au cours de cette réunion: Esteban Volkov, le petit-fils de Trotsky, qui souligna le sabotage criminel, par Staline, de la défense de l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale; Ernest Mandel, le dirigeant du Secrétariat unifié (SU), qui se félicita des récentes dénonciations des Procès de Moscou par les Soviétiques, tout en déclarant que le SU réclamait la réhabilitation juridique et non « politique » de Trotsky; et le candidat du front populaire mexicain à la présidence Cuauhtémoc Cárdenas, qui déclara qu'en tant que défenseur de la liberté des idées, il soutenait l'appel pour la réhabilitation juridique de Trotsky.

Plusieurs intervenants prirent la parole depuis la salle, dont Luciano Galicia, qui en 1939 avait déserté la Quatrième Internationale en prétendant que la direction l'avait obligé à capituler devant Lazaro Cárdenas au sujet de la nationalisation des compagnies pétrolières impérialistes. Ironie de l'histoire, aujourd'hui Galicia parle pour soutenir le front populaire de Cárdenas fils. La seule opposition aux tentatives du front populaire pour exploiter le nom de Trotsky est venue avec les remarques d'un représentant de la tendance spartaciste internationale. En réponse à la TSI, Mandel a ex-

Après une attaque stalinienne à la mitrailleuse contre son domicile en 1940, Trotsky accuse Staline de chercher à le tuer. Quelques mois plus tard, il sera assassiné par un agent stalinien.



plicitement désavoué l'appel du PRT pour une « réhabilitation politique » de Trotsky.

A la fin de la réunion, après une minute de silence devant la tombe de Trotsky, les fronts-populistes crièrent: « Vive Léon Trotsky! Vive la Quatrième Internationale! Vive la victoire de Cuauhtémoc Cárdenas! Vive Cuauhtémoc Cárdenas! » A notre opinion, ce soutien explicite à un politicien bourgeois équivalait à profaner le mémoire du révolutionnaire bolchévique qui lutta sans répit contre la subordination politique de la classe ouvrière à la classe ennemie.

Nous reproduisons ci-dessous la traduction de la déclaration du représentant de la tendance spartaciste:

« A la lumière des récentes déclarations de porte-parole soviétiques, il semble que la réhabilitation juridique de Léon Trotsky en URSS soit en cours. Cependant, la

réunion d'aujourd'hui a été appelée — si on se réfère aux annonces dans les journaux — pour demander sa « réhabilitation politique ». Mais ce dont il s'agit maintenant, c'est d'une lutte politique. Dans cette lutte, la tendance spartaciste internationale pense que les ouvriers révolutionnaires ne doivent avoir aucune confiance dans la bureaucratie stalinienne. Au contraire, ils doivent lutter contre la bureaucratie — le fossoyeur des principes prolétariens, internationalistes et révolutionnaires de Lénine et Trotsky — afin de défendre les acquis de la Révolution bolchévique.

« Les batailles sur la *perestroïka* sont une bataille sur l'héritage de Staline. La bureaucratie stalinienne existe toujours, oscillant sur la base de l'économie collectivisée établie par la Révolution de 1917, et qu'elle déforme. La *perestroïka* est une réponse bureaucratique qui met en danger l'économie

planifiée. Les problèmes de l'économie planifiée ne peuvent être résolus qu'avec le rétablissement de la démocratie des soviets par les ouvriers d'URSS et par l'extension internationale de la révolution d'Octobre.

« Au lieu d'en appeler à la bureaucratie stalinienne, il est nécessaire de s'orienter vers les masses soviétiques. Les œuvres de Léon Trotsky doivent être publiées en URSS. Les ouvriers russes pourront alors décider par eux-mêmes si ces œuvres sont aussi importantes que nous le pensons.

« Aujourd'hui, au Mexique, un nouveau front populaire a été formé. Trotsky définissait le front populaire comme une alliance de collaboration de classe qui subordonne le prolétariat à une fraction des exploités. Aujourd'hui, le front populaire tente d'exploiter Trotsky. Mais Trotsky n'appartient pas au front populaire; il appartient au front ouvrier, au parti du bolchévisme authentique. C'est Staline qui a encouragé une politique très similaire à celle que beaucoup prêchent aujourd'hui ici. Le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » se traduit par la politique du front populaire dans les autres pays — une politique dont on a vu les résultats tragiques en Espagne avec le triomphe de Franco, et plus tard avec le triomphe de Pinochet au Chili.

« Contre le front populaire, et contre les apologistes du front populaire, Trotsky a fondé la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. Il est nécessaire de reforge la Quatrième Internationale bolchévique-léniniste de Trotsky. Pour défendre les conquêtes de la grande révolution d'Octobre, il est nécessaire de retourner à la voie de Lénine et Trotsky, de lutter pour étendre la révolution socialiste à la planète tout entière. »

Traduit de Workers Vanguard n° 461

## Mobilisation fasciste contre le film de Scorsese

# Autodafé au quartier Latin

Marx a stigmatisé la religion comme l'« opium du peuple »; Lénine l'a caractérisée de « nécrophilie idéologique ». Dealers d'illusions sporadiques en temps normal, dans les dernières semaines, marquées par la plus grande vague de grèves depuis 1977, les chefs religieux de la France catholique — officiels ou schismatiques, chacun avec leur tactique propre — ont lancé une croisade musclée contre le film de Scorsese, *La Dernière tentation du Christ*. « Nous n'avons pas vu le film » déclare le chœur des cardinaux Decourtray et Lustiger (*le Monde*, 7 septembre) « et, cependant, nous protestons d'avance contre sa diffusion ». Véritable anathème obscurantiste. Les troupes fascistes saisirent l'occasion, elles affluèrent avec leur propre drapeau.

Fait significatif, la campagne de l'Eglise catholique a commencé,

avec la bénédiction de l'archevêque de Paris, le cardinal Lustiger, par des « veillées de prières pacifiques » au Sacré-Cœur de Montmartre. N'oublions jamais que cette basilique est le mémorial à l'écrasement par les Versaillais de la Commune de Paris en 1871, premier gouvernement ouvrier à avoir existé. Les intégristes catholiques, hier chassés du temple, étroitement interpénétrés avec les fascistes organisés, y étaient largement présents. Ces derniers, regroupés derrière l'abbé Labuërie qui officie à Saint-Nicolas du Chardonnet et qui, quelques jours plus tard dirigera, en soutane, l'un des assauts au quartier Latin, ne cachaient pas leurs appels au meurtre.

Tant à Paris que dans de nombreuses villes de province, les commandos fascistes ont montré ce dont ils étaient capables et par la

même occasion ont infligé un cinglant démenti à tous ceux qui les avaient un peu trop vite enterrés après les législatives.

Le bilan des opérations de commandos, systématiques et très bien organisées, est lourd: un mort d'une crise cardiaque à la suite d'un jet de gaz lacrymogène, des dizaines de blessés et un cinéma calciné à Saint-Michel, à la suite d'un incendie criminel. Cet autodafé a terrorisé les gens. Les fascistes ont gagné la partie; le film ne se joue plus que dans une salle à Paris et on ne compte plus les maires de province qui interdisent le film, sans parler de l'Alsace liée au Vatican par un concordat. Quant aux flics, si rapides contre les immigrants, leur passivité complice fut si flagrante que le distributeur en France du film l'a dénoncée comme

Suite page 15

### LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforge la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Jean Thimbault.  
REALISATION: Ian Donnelly.  
DIFFUSION: Wolf Soler.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchevik, B.P. 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Gaspard-Monge  
55, rue du Fossé-Blanc  
92230 Gennevilliers  
Commission paritaire: n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# Noisy-le-Sec

## Une balle raciste a tué Malika

La liste des victimes de la filaille criminelle de Mitterrand s'allonge chaque jour un peu plus. Après le meurtre du jeune Ali Mahfoufi par deux flics en juillet dernier à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le samedi 8 octobre, vers 20 h 30, une femme au volant d'une R 12 et en compagnie d'un flic arrive dans la cité de la Renardière à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Elle fait le tour de la cité pendant un quart d'heure. Elle descend, rentre dans un immeuble et, en sortant, se dirige vers deux jeunes qui étaient là en train de discuter, et se met à les injurier avec le répertoire de Le Pen. Un des jeunes la gifle. Elle remonte dans son véhicule. Une deuxième voiture s'arrête derrière elle et les provocateurs redescendent, pour repartir après une bousculade avec Malek et son copain que d'autres jeunes sont venus rejoindre.

Quelques instants après, elle revient pour « engager la conversation ». Quatre voitures arrivent; trois de leurs occupants descendent et se lancent dans une chasse à l'homme contre les jeunes. Alertés par le bruit, tous les habitants de la cité étaient à leurs fenêtres. Le flic en civil André Lafarge sort son pistolet et tire un premier coup vers le haut: Malika Moulai, une jeune de quatorze ans, d'origine algérienne, qui était à la fenêtre de l'appartement de ses parents avec sa soeur Abeda, est atteinte en plein visage. Elle mourra quelques instants plus tard. Le flic assassin tire un deuxième coup en direction de Malek, qui heureusement n'a pas été atteint.

### FLICS HORS DES QUARTIERS IMMIGRES !

La nouvelle de la mort de Malika se répand dans la cité et les jeunes s'organisent pour rechercher les voitures. Et quand le lendemain Hakim et Nasser, deux jeunes de la cité, iront au commissariat de Noisy pour témoigner, ils se verront envoyer au siège de la Direction départementale des polices urbaines, où ils seront retenus pendant vingt-quatre heures « en garde à vue », chacun dans un commis-



le Bolchévik.  
Manifestation des habitants de la Renardière contre l'assassinat de Malika, à l'appel du MRAP et du comité « Justice pour Malika ».

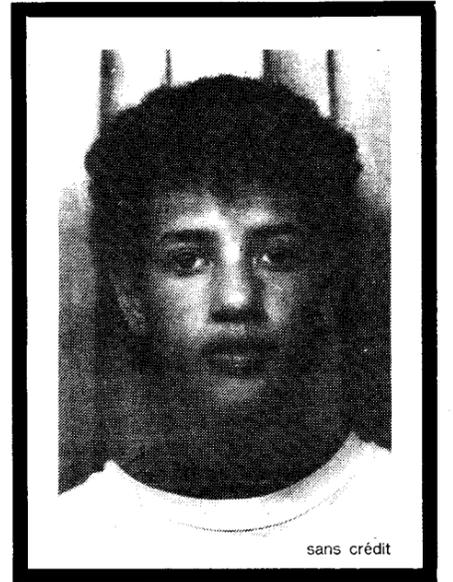
sariat. Des flics leur montreront *Minute*, le torchon vomi par la racaille lepéniste, en leur disant de rentrer en Algérie pour que Chadli s'occupe d'eux.

D'autres flics diront que le flic assassin et ses complices sont intervenus à la suite du « vol d'un cyclomoteur », pour lequel la femme et le flic étaient passés, une heure avant leur descente dans le quartier, pour « déposer plainte ». Elle aurait alors dit que si les flics ne faisaient rien, elle, elle connaissait « une cité de rats dans le coin ». Dans cette affaire, où la provocation est orchestrée, les assassins bénéficient d'une complicité scandaleuse: le flic est inculpé d'« homicide involontaire », et l'IGS (Inspection générale des services) qui mène l'enquête « n'a pas trouvé la deuxième balle ». Aucune confiance dans Mitterrand, ses flics et ses juges pour rendre justice; seule une mobilisation ouvrière de masse pourra obtenir que le flic Lafarge, assassin, soit enfermé pour toujours et que la clé de sa prison, en soit jetée.

### MOBILISATIONS OUVRIERES/ IMMIGREES POUR ECRASER LES FASCISTES !

Si le réformisme est la trahison de la cause des opprimés, il a plu-

sieurs facettes. Alors qu'à La Courneuve le maire PCF avait pris le côté et la version des flics (cf. « La révolte des Beurs de La Courneuve », le *Bolchévik* n° 86, septembre), à Noisy-le-Sec, les réformistes du PC-PS ont cherché à encadrer l'indignation et la volonté de lutte des jeunes pour les orienter vers Mitterrand et son gouvernement. En effet, le samedi 15 octobre, à l'appel du MRAP et du comité « Justice pour Malika » qui s'était constitué le mardi 11, 500 personnes ont manifesté silencieusement derrière la famille Moulai. Ils portaient des portraits de Malika et trois banderoles: « Justice pour Malika », « Pourquoi? Malika — Pourquoi? Un enfant », et « Retirez les armes aux irresponsables ». La manifestation est partie de la cité de la Renardière pour se terminer devant la mairie de Noisy-le-Sec, où Mourad Moulai, le frère de Malika, est intervenu. L'émotion et la douleur étaient à leur comble. D'autres personnes interviendront après, notamment les amis de Malika, ainsi que la représentante du MRAP qui proposera comme « perspective de lutte » un décret interdisant aux flics de porter des armes en dehors du service. Puis, enfin, pourvoyeur d'illusions mortelles, le maire PCF de Noisy-le-Sec qui dira: « La police doit être au service de tout le



sans crédit

monde » (*l'Humanité*, 17 octobre).

### POUR LES PLEINS DROITS DE CITOYENNETE POUR LES IMMIGRES !

A la manifestation du 15, des jeunes faisaient signer une pétition qui s'adressait au sinistre Joxe, modernisateur des flics et père de la circulaire scélérate obligeant les étudiants étrangers à présenter leurs résultats scolaires aux flics pour pouvoir renouveler leur carte de séjour, et à son acolyte de l'injustice bourgeoise en ces termes: « [...] C'est pourquoi, Monsieur le Garde des Sceaux, nous nous adressons à vous pour veiller personnellement au respect des règles fondamentales de la démocratie, afin que la vérité soit clairement établie. Aussi, Monsieur le ministre de l'Intérieur, il est indispensable que des mesures urgentes soient prises, afin que de tels actes ne se reproduisent plus jamais. » A ces jeunes, nous disons: rompez avec Mitterrand, adressez-vous à la classe ouvrière organisée — dans laquelle vos parents, les travailleurs immigrés, occupent une position stratégique, notamment dans l'automobile — qui doit mobiliser sa puissance sociale contre la terreur raciste, défendre les cités contre les méfaits des assassins avec ou sans uniforme.

## Appel à une manifestation antifasciste aux Etats-Unis

Le comité « Mobilisation pour stopper le Klan le 5 novembre » appelle à un grand rassemblement, centré sur la classe ouvrière et ses organisations, place de l'Indépendance [Independence Mall], dans la ville américaine de Philadelphie, en riposte à la menace provocatrice du Ku Klux Klan et des « skinheads » qui veulent manifester ce même jour. Le Ku Klux Klan a été créé, à l'origine, en 1866 au Tennessee, par un groupe d'officiers de l'ex-armée confédérée du Sud dans la Guerre civile américaine. Le premier chef (« Grand dragon ») du KKK fut le général Nathan Bedford Forrest, responsable du massacre, deux ans plus tôt, de

plus de 300 soldats noirs et de leur famille à Fort Pillow. En mai dernier, un groupe de fascistes a manifesté à Philadelphie en baptisant leur contingent du nom de Forrest!

Déjà, un grand nombre de dirigeants ouvriers et de syndicats de Philadelphie et d'ailleurs, des conseillers municipaux de cette ville ont apporté leur soutien à ce rassemblement antifasciste. Deux membres du Congrès, Ronald V. Dellums et Charles A. Hayes, ont soutenu l'appel. D'autres soutiens viennent de groupes de défense des Noirs, des droits civiques et d'autres minorités, d'organisations d'homosexuels et de lesbiennes, ainsi que de per-

Suite page 12

UPI/Bettmann  
Les travailleurs et les Noirs de Philadelphie ont la puissance sociale d'écraser les racistes du Ku Klux Klan.



## Luttes...

Suite de la page 1

nistration de la société France —, ce qu'il faut, c'est une grève générale contre l'austérité capitaliste !

### POURQUOI UN TEL BOUILLONNEMENT SOCIAL ?

Ce n'est pas dû au hasard si ce bouillonnement s'exprime aujourd'hui, car les travailleurs n'en peuvent plus de subir l'austérité, au moment où la bourgeoisie engrange des profits records, où la croissance économique devrait atteindre 3,5 % cette année. Ainsi, Paul Fabra, dans le Monde des 23-24 octobre : « Les entreprises ne peuvent plus cacher leur prospérité derrière la nécessité d'assainir leur bilan. » Par contre, côté classe ouvrière, c'est l'exacte symétrie.

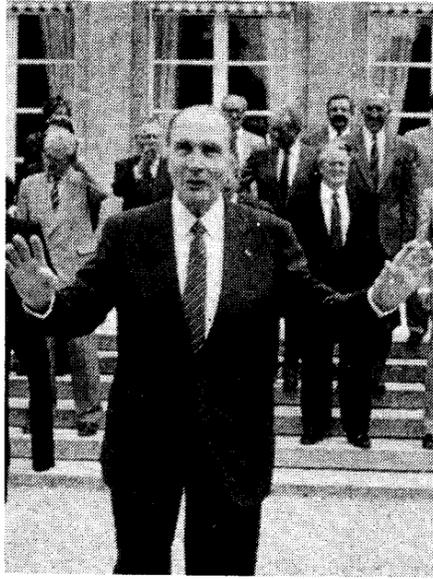
Blocage des salaires, hausse du chômage, augmentation des profits, tels sont, sur le plan économique, les principaux résultats de l'union de la gauche-front populaire de 1981. Convaincue que Mitterrand demeure, pour l'instant, le meilleur garant possible de la « paix sociale », la bourgeoisie n'en est pas pour autant délivrée de sa peur de voir la classe ouvrière réagir. Ainsi, le même Fabra se fend d'un conseil avisé au gouvernement de front populaire « recentré » de 1988 : « Le moment ne serait-il pas venu »,



Photos Der Spiegel

**Toute lutte un tant soit peu sérieuse se heurte au gouvernement Mitterrand-Rocard.**

et se doter d'une direction. Les bureaucraties syndicales, en particulier dans la fonction publique, sentent la pression monter et organisent des « journées d'action » qui n'ont d'autre objet que de peser sur le patronat ou le gouvernement et non pas de gagner. La direction PCF de la CGT cherche, quant à elle, à monnayer la combativité ouvrière pour rentrer dans une nouvelle coalition gouvernementale. Quelles que soient leurs méthodes de « lutte », les différentes bureaucraties ont fondamentalement le même problème : arracher quelques miettes au capital sans que les mo-



soit représentatif de tout le personnel infirmier. Mais les animateurs de cette coordination (dont bon nombre de sympathisants ou militants de la LCR de Krivine) ont exclu de leur sein les autres catégories du personnel hospitalier, en particulier les aides-soignantes et le personnel de maintenance et administratif. Si les infirmières sont scandaleusement sous-payées et surchargées de travail et de responsabilités, les aides-soignantes le sont encore plus ! Une direction révolutionnaire aurait lutté pour unifier l'ensemble du personnel de la santé dans un comité national de grève afin de diriger et gagner la lutte pour tous ! Dans l'état de sous-syndicalisation et de division en multiples chapelles bureaucratiques, il était de la responsabilité d'une telle direction d'exiger de l'administration la reconnaissance de cette structure en syndicat représentatif. Ce dont les travailleurs ont effectivement besoin dans leurs luttes contre le capitalisme c'est de puissants syndicats industriels qui regroupent tous les ouvriers, tous les employés d'une même branche, d'une même entreprise contre un même patron ! Voilà la réponse qui convient tout à la fois au poison corporatif et à l'incapacité congénitale des syndicats sous direction réformiste à organiser les couches les plus larges des travailleurs dans la lutte contre le système capitaliste.

La LCR d'Alain Krivine, si prompt à courir après tout ce qui pourrait, lui semble-t-il, lui éviter de poser les questions cruciales de direction d'avant-garde, proclame dans l'« éditorial [de ses] feuilles d'entreprise » : Les « coordinations [au pluriel] réalisent l'unité [au singulier] [...] C'est le chemin qu'il faut prendre. » Après l'os-Juquin, les pablistes rongent l'os-coordination.

### ROMPRE AVEC LE FRONT POPULAIRE

Toute lutte un tant soit peu sérieuse repose sur l'axiome qui veut que pour prendre le train, même pour une station, il faut connaître la direction. Au moment où les travailleurs se remobilisent, le PCF et la LCR rivalisent pour un retour à la formule gouvernementale de 1981. Ainsi, Rouge du 20 au 26 octobre propose : « Ce gouvernement doit céder aux revendications ou... céder la place à une équipe qui, s'appuyant sur l'existence d'une majorité de gauche au Palais-Bourbon, répondrait à l'aspiration qui monte du peuple travailleur. » Ceci ressemble fort aux propos de Lajoinie, en juillet : « La relance de l'union de la gauche serait opportune et nous sommes disponibles. » Quant à lutter véritablement contre le gouver-

nement Mitterrand-Rocard, il n'en est pas question pour la direction du PCF. Marchais déclarait le plus nettement du monde sur TF1 le 25 octobre : « Le problème n'est pas de souffler sur les braises pour déstabiliser le gouvernement », et dans la foulée les députés du PCF s'abstenaient, comme les centristes, sur le vote du budget adoptant selon les propos de Marchais une « abstention d'attente ». D'attente de quoi ? Qu'il puisse une nouvelle fois offrir ses services à la bourgeoisie. Au risque de nous répéter, ni le PCF ni la LCR ne sont des endroits pour les communistes. Qu'est devenue l'« autocritique » de l'« union au sommet », ce ne sont que des paroles de congrès, car une fois encore le PCF est prêt à sauver la mise à un gouvernement qui affiche sa paralysie.

Il existe un autre chemin que cette politique de collaboration de classe que le prolétariat a toujours payée au prix fort, celui qu'exposait, en juin 1981 (le Bolchévik n° 26), la Ligue trotskyste : « La lutte pour les besoins les plus élémentaires de la classe ouvrière nécessite de rompre avec le parlementarisme et le front populaire et de se battre pour un gouvernement ouvrier. »

A l'heure du bouillonnement social, la réponse qui convient pour le transformer en affrontement de classe c'est d'abord de comprendre que les conditions sont réunies, et enfin d'agir sur des mots d'ordre qui unissent les travailleurs français et les travailleurs immigrés, qui unissent les travailleurs salariés et les travailleurs chômeurs. Plus aucun licenciement, augmentation massive des salaires ! Echelle mobile des salaires, échelle mobile des heures de travail ! A travail égal, salaire égal ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! Pour lutter sur de telles perspectives, il faut des comités de grèves (élus et révocables à tout moment) et des piquets de grève pour arrêter la production, rallier les hésitants et se défendre contre les flics et les jaunes, et par-dessus tout, il faut une direction révolutionnaire, un parti bolchévique-léniniste qui inscrive sur sa bannière le mot d'ordre : Gouvernement ouvrier !

C'est d'une grève générale contre l'austérité dont a besoin le prolétariat !



J.-P. Bonnotte

Usinor-Denain, 1968. Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout !

écrit-il, « de prendre une initiative, plutôt que de courir le risque de se laisser arracher, non pas au coup par coup, mais d'un seul coup une revalorisation indifférenciée des traitements ? » Décidément, le spectre de Mai 68 hante toujours les salons de la bourgeoisie.

Dans la dernière période, ne vient-on pas de voir Mitterrand et... Chirac déclarer comprendre les motivations des infirmières, ne vient-on pas de voir Rocard passer une nuit blanche et lâcher du lest après la puissante manifestation des infirmières le 13 octobre et... Barre se déclarer solidaire du premier ministre ?

Ces faits traduisent la nervosité de la bourgeoisie et que la bourgeoisie a tiré les leçons des années Chirac et fait bloc autour de son gouvernement par peur de la classe ouvrière. Elle n'oublie pas que le mouvement étudiants/lycéens et la grève des cheminots avaient brisé les ailes, durant l'hiver 86-87, à la chiraquie revancharde. Tout ceci donne encore plus de force au mot d'ordre de la Ligue trotskyste : « Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout ! »

Pour lutter, il faut s'organiser

bilisations échappent à leur contrôle et remettent radicalement en cause la paix sociale. Ainsi, caricature grossière, dans l'enseignement, le SNES, dominé par le PCF, appelle à des « grèves nationales par groupe de disciplines [échelonnées] du 7 au 29 novembre » ! (l'Humanité, 26 octobre).

### UNE GREVE : UN COMITE DE GREVE ! UNE INDUSTRIE : UN SYNDICAT !

Le phénomène des « coordinations » est une réponse partielle et déformée à la politique désastreuse des directions syndicales réformistes ; ainsi, les cheminots en grève en 1985-86 en avaient assez de ces bureaucrates, en particulier ceux de la CGT qui avaient servi de larbins de la politique gouvernementale quand le « camarade » Fiterman était ministre.

Les choses sont quelque peu différentes chez les infirmières. La profession est atomisée et particulièrement peu syndiquée (7 % répartis sur la palette des confédérations concurrentes). La coordination répond certainement à un besoin ressenti d'organisation, de construire un cadre qui rassemble et qui

### MEETINGS-DEBATS DE LA LIGUE TROTSKYSTE

Comités de grève pour unifier les luttes !

Faisons rendre gorge au gouvernement !

ELBEUF: mardi 22 novembre, 18h30  
Maison des syndicats

ROUEN SAINT-SEVER:  
jeudi 24 novembre, 18h30  
Salle MacOrlan

### POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tel: 42 08 01 49

Rouen Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tel: 35 71 20 86

Lyon Spartacist  
BP 7105  
69353 Lyon Cedex 07  
Tel: 78 58 62 17

# Spartacus!

Page de la Jeunesse et des Groupes spartacistes

## Il faut nettoyer les rues de ces ordures!

### «Skins»: tueurs fascistes

Les 27 et 28 mai, une bande de «skinheads» sème la terreur à Brest et à Rouen: sept blessés graves, Antillais, Maghrébins, Asiatiques. Le 1<sup>er</sup> octobre, ces crânes rasés assassinent un clochard à Lille: ce sont les mêmes pour plusieurs d'entre eux. Des centaines de manifestants protestent alors contre cette atrocité sous la banderole «Skins, nazis, vermine.» Dans la gare de Lille, les agressions se multiplient contre de jeunes Beurs, tandis qu'à Lambersart et Saint-André, dans la banlieue, les «skins» menacent et préparent des raids contre des lycéens d'origine immigrée. Ces chiens enragés n'ont qu'un seul but: cogner sur tout ce qui n'est pas eux: immigrés, juifs, homosexuels. Les aboiements racistes de Le Pen sont concrétisés par des «blitzkrieg» à leur mesure: des victimes isolées et désarmées.

Si elle est numériquement peu nombreuse, cette racaille bénéficie d'une impunité totale. Condamnés à des peines légères, ils sont aujourd'hui libres après l'amnistie de Mitterrand. De même, les flics, qui n'hésitent pas à torturer les jeunes Beurs dans les commissariats, encouragent les crânes rasés à continuer. Un chef de bande «skin», Tod, explique aux journalistes de



AFP

Cette vermine lumpen et racaille fasciste doit être écrasée par la mobilisation des travailleurs et immigrés!

Globe: « Les flics ne nous emmerdent pas quand on cogne un Arabe, un punk ou un nègre. Un jour, l'un d'eux m'a dit: "Allez-y! Tant que ce n'est pas sous notre nez" »

(Globe n°31, octobre). Porter des badges nazis n'est pas une question de «goût», et les «skins» ne sont pas un mouvement culturel mais les éventuelles troupes de

choc pour les fascistes, comme les SA hitlériennes. Ils assurent, le 27 août, le service d'ordre du rassemblement de l'extrême droite européenne. De même, parmi les trente-deux arrestations après le coup de Brest, on retrouve, entre autres, deux fascistes de Troisième voie, dont l'organisation de jeunesse, le «Klan», composée de «skins», a défilé en 85 sous la banderole «Les amis de Barbie» lors des fêtes Jeanne d'Arc. Cette même année, le FN tente d'organiser les «skins» éparpillés: «Ils nous ont donné gratuitement la carte du FN et nous ont payé beaucoup de bière. Après, ils nous ont proposé des boulots de service d'ordre dans leurs meetings. On n'était pas payé pour ça, mais ils nous branchaient comme SO pour les soirées privées. Et là on se faisait 300 balles» (Ibid). Ils serviront aussi de cadres dans les stages paramilitaires pour la jeunesse. Par la suite, Holeindre, le gros pont de FN trouvera ces mercenaires trop peu discrets et pas assez disciplinés: ils se feront virer en 87. Mais il aura tôt fait de les remplacer par des «skins»-maison comme à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai. Il y a en France des centaines de ces admirateurs d'Hitler qui forment l'ossature des partis

Suite page 15

## Université de Saint-Denis

### Non aux quotas racistes!

28 octobre — Le tract reproduit ci-dessous a été diffusé par le Groupe spartaciste de l'université de Saint-Denis (Paris-VIII). Nos camarades sont aussi intervenus dans les assemblées générales étudiantes, dans les amphithéâtres, pour une occupation de masse du conseil d'administration, pour une véritable mobilisation qui contraigne la présidente d'université — membre notoire du PCF — à inscrire les étudiants étrangers non inscrits. Ils sont encore à ce jour en grève de la faim. L'un d'entre eux a même dû aujourd'hui être évacué par le SAMU. La veille, le conseil d'administration (où siègent des représentants des «syndicats» étudiants) ne les avait toujours pas inscrits.

La proposition de nos camarades du Groupe spartaciste a essuyé le contre-feu des étudiants du PS — le parti de la politique raciste de Mitterrand-Rocard dont les flics viennent d'expulser les étudiants qui occupaient la fac de Jussieu, à

Paris, pour obtenir l'inscription d'étudiants marocains. Ceux du PCF se sont eux littéralement mobilisés contre toute mobilisation véritable pour arracher l'inscription, noyant délibérément cette question dans leur agitation stérile sur le «budget». Un des leurs a même osé expliquer qu'il n'y a aucune raison que Saint-Denis accepte ces étudiants puisque les autres facs ont moins d'étudiants étrangers... Un «argument» écoeurant qui rappelle l'«argument» avancé par la direction du PCF pour justifier l'odieuse action raciste de Vitry, en décembre 1980!

Nos camarades continuent la bataille.

Jeudi dernier, une vingtaine d'étudiants étrangers, pour la plupart originaires du Maghreb, ont entamé un jeûne de 24 heures pour obtenir leur carte d'étudiant. En fait, ce sont 110 étudiants étran-

gers qui se voient jusqu'à présent barrer l'accès à l'université de Saint-Denis. La principale raison invoquée par l'administration, c'est qu'ils n'ont pas de carte de séjour. Et pourquoi n'en ont-ils pas? Parce qu'ils ne sont pas étudiants. Ainsi, à l'expiration du visa touristique qui leur permet d'être en France, ils risquent d'être expulsés *magno militari* vers leur pays d'origine. Ils pourront rester en France, mais ils n'auront plus d'autre solution que de devenir des travailleurs clandestins, être exploités par le capitalisme puis finir expulsés dans un charter (comme celui des 150 immigrés par Joxe en 1985, ou les 101 Maliens par Pasqua).

Pourquoi les deux UNEF («cache-sexe» du PC et du PS sur les facs), lors de l'AG [assemblée générale] du 13 octobre, ont-elles combattu notre proposition que l'ensemble de l'AG envahisse le conseil d'administration pour l'ins-

cription des 110? Et pire, pourquoi se sont-ils abstenus sur une motion présentée par un élu d'une tendance minoritaire de l'UNEF-ID au CA exigeant leur inscription?

Parce que l'UNEF-SE, composée majoritairement de membres du PCF, ne peut défendre à la fois les 110 et Demichel, la présidente d'université (membre du PCF, le parti de Vitry), qui a déclaré qu'elle «n'inscrirait pas tous les touristes». L'UNEF-SE et Demichel se satisfont aussi du fait que le quota d'étudiants étrangers à Paris VIII soit de 30%, donc plus élevé que dans les autres universités. Non camarades de l'UNEF, non «camarade présidente», un communiste n'«améliore» pas un quota, il se bat pour l'abolition de tous les quotas racistes!

Et l'UNEF-ID? Composée d'une majorité PS, elle ne peut pas être d'un grand secours pour les 110, puisqu'elle soutient Rocard, Jospin, Joxe, etc., qui, dans les différents gouvernements Mitterrand, ont été à l'origine, depuis 1981, des tentatives de flicage raciste des étudiants par le décret Joxe-Massot, des camps de rétention «de

Suite page 15

## Algérie...

Suite de la page 1

guerre. Le FLN, avec son programme nationaliste bourgeois, s'est révélé incapable de mettre le pays sur la voie d'un développement économique et d'un progrès social authentiques. Au contraire, il n'a réussi qu'à faire courber, sans cesse plus, l'Algérie politiquement indépendante sous le joug néo-colonial de l'impérialisme.

Toute l'histoire récente de l'Algérie confirme, de manière négative et tragique, la conception fondamentale de la révolution permanente de Trotsky: « Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux [...], la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes. »

Maintenant, Chadli annonce à une population encore sous le choc une « ouverture » du FLN aux différentes « nuances » politiques qui ne pourrait qu'intégrer quelques « oppositionnels » condamnés et dépassés par l'Histoire. Ces promesses creuses d'un régime aux abois ne rempliront pas longtemps les étagères vides des magasins et ne feront pas disparaître comme par enchantement les pénuries chroniques qui ont été les causes immédiates des émeutes.

Le soulèvement désespéré de la jeunesse n'a pas éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis des années, régulièrement, éclatent des soulèvements brusques, rapidement et brutalement réprimés. Dans les derniers jours de septembre, on a vu se déclencher une série de grèves. Les 17 et 18, le personnel au sol de la compagnie Air Algérie arrêta le travail. Dans

de la Kabylie. Dans la journée du 4 octobre, des appels à la grève générale circulaient dans les rues d'Alger.

Le 5 octobre, une manifestation lycéenne-étudiante s'est brusquement enflammée. L'explosion de rage et de violence a commencé dans le quartier populaire de Bab-el-Oued: le supermarché d'Etat du quartier est mis à sac, des camions de vivres sont pris d'assaut, de précieux sacs de semoule — denrée introuvable — roulent par terre et sont rapidement récupérés par des gamins, des voitures de police sont renversées et brûlées, un commissariat est saccagé, une statue d'un soldat, symbole de la révolution, est abattue; Ryad-el-Fateh, véritable temple de la consommation, symbole de l'opulence arrogante des profiteurs, est également attaqué. Aucun quartier n'est épargné. Le lendemain, l'état de siège et le couvre-feu sont décrétés à Alger. Chadli donne tout pouvoir à l'ANP pour écraser le soulèvement dans le sang. L'armée ne lésine pas sur les moyens: blindés, chars, automitrailleuses et hélicoptères. L'émeute continue pendant trois jours malgré l'état de siège, et cette fois-ci dans un face à face mortel.

### CHADLI ASSASSIN! MITTERRAND COMPLICE!

Un groupe d'anciennes maquisardes de la guerre de libération s'est élevé contre les « graves "dépassements" commis, provoquant des tueries, des arrestations massives suivies de tortures intolérables » (*Libération*, 26 octobre). Le nombre de morts a été évalué à 500, pour la plupart des adolescents. Ceux qui ont été retenus dans des centres de détention ont subi des tortures multiples: « la bastonnade, mais aussi l'électricité, la baignoire, les sodomisations d'enfants et d'adultes avec des manches de pioches et des bou-



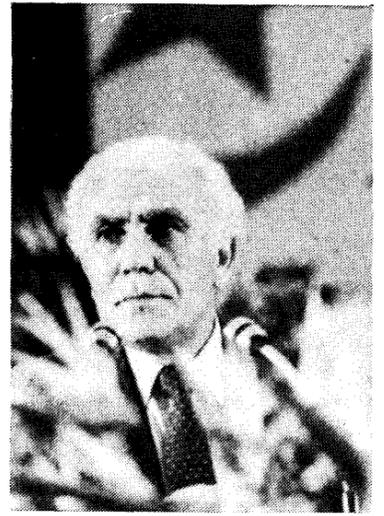
Le terminal méthanolier de Skikda.

le complexe industriel de Rouiba-Réghaïa, les ouvriers de la SNVI (construction de véhicules industriels) ont paralysé la production et ont été rejoints en solidarité par d'autres entreprises de la zone industrielle et le 27 septembre la police anti-émeutes attaquait une manifestation ouvrière et faisait plusieurs blessés. Le samedi 1<sup>er</sup> octobre, une grève des PTT au centre d'Alger-Gare s'étendait le lendemain aux principaux centres des bureaux de poste. Dans le même temps, d'autres mouvements apparaissaient dans plusieurs autres villes comme à l'entreprise d'électroménager ENIEM à Tizi-Ouzou, « capitale »

teilles, les viols d'enfants » (*Ibid.*) Comme pour ajouter à l'horreur, on apprend que la Villa Susini, de sinistre mémoire, a été utilisée pour torturer les jeunes arrêtés en masse. (La Villa Susini servait aux tortionnaires parachutistes français pour supplicier leurs pères durant la sale guerre.) Des affrontements très violents se sont déroulés dans d'autres villes (Mostaganem, Zeralda, Staoueli). Des manifestations ont également touché la Kabylie (dont l'agitation endémique contre l'« arabisation » forcée est régulièrement violemment réprimée par le régime) et se sont soldées par des dizaines de morts.



Pavlovsky/Sygma



Der Spiegel

A gauche, Boumediene, l'homme fort de l'Algérie qui renversa Ben Bella. A droite, Chadli, son successeur. Trois nationalistes bourgeois.

En 1835, Louis-Philippe, à propos de l'Algérie, déclarait cyniquement: « Qu'importe si cent mille coups de fusils partent en Afrique. L'Europe ne les entend pas. » Après les mitraillades d'Alger, les puissances impérialistes ont surtout entendu et « compris » Chadli et sa volonté de « restaurer l'ordre », pour reprendre les termes de la déclaration du gouvernement américain. Elles redoutent par-dessus tout une « déstabilisation » du régime néo-colonial, qui viendrait perturber leur juteuse exploitation, par « socialisme algérien » interposé, des richesses du pays.

Elles craignent aussi que les « désordres » gagnent le Maroc, la Tunisie... et la France même. Cette crainte explique l'attitude quasi-unanime des politiciens et de la presse de la bourgeoisie française: soutenons Chadli et Cie, mais avec prudence et circonspection. « Nous avons un million de citoyens algériens présents sur le territoire français », déclarait Rocard le 13 octobre. « Leurs attitudes, devant ce qui se passe en Algérie, sont partagées. Tout commentaire excessif pourrait les inciter, en plus, à se battre entre eux sur notre propre territoire » (*le Monde*, 15 octobre). Et le PCF a emboîté prudemment le pas à Rocard en expliquant que le carnage de Chadli et sa clique était une « affaire intérieure algérienne » dont il n'était question pour rien au monde de se mêler. Pour nous, révolutionnaires internationalistes, la présence sur le territoire français de centaines de milliers d'ouvriers algériens, intégrés à la classe ouvrière de ce pays, signifie avant tout que la construction de partis d'avant-garde trotskystes en Algérie et en France sont des tâches indissolublement liées.

### LA BANQUEROUTE DU « SOCIALISME » VERSION FLN

Pour rétablir le calme, après cette semaine sanglante, le gouvernement algérien a rempli précipitamment les magasins, rétabli l'eau courante et vidé en partie les prisons. Après le plomb, il distribue du pain.

Les jeunes qui sont descendus par milliers dans les rues ne se sont pas fait tuer simplement parce que la semoule a disparu. La jeunesse se révolte parce qu'elle se retrouve sans avenir et sans espoir, et parce qu'elle voit l'arrogance et l'opulence des profiteurs du régime s'étaler chaque jour un peu plus. La moitié des Algériens âgés de 20 à 24 ans n'ont pas d'emploi, et chaque année, 170 000 jeunes arrivent sur le marché du travail. A

Alger, il n'y a que deux piscines et sept cinémas pour deux millions de jeunes.

L'économie de l'Algérie indépendante est, depuis le début, dans les rets des requins impérialistes. A part les milliards de dinars qui servent à la corruption et à l'enrichissement de la bourgeoisie algérienne, la plus grande partie de la rente pétrolière et gazière est récupérée par l'impérialisme à travers trois formes de dépendance: alimentaire, financière et technologique.

Les bourgeoisies impérialistes se sont partagé les différents secteurs de l'économie algérienne par le biais de contrats mirifiques: on vend des usines « clefs en main » dont la production ne risque pas de les concurrencer (l'Algérie n'exporte rien en dehors des produits pétroliers et agricoles); on vend les pièces détachées et on vend des produits de consommation que ni l'industrie ni l'agriculture ne peuvent fournir. Le financement de l'industrie des hydrocarbures et des autres secteurs industriels a été réalisé par les revenus de la rente pétrolière, mais aussi pour une grande partie par l'endettement extérieur. Ainsi, la dette extérieure se montait en 1970 à 941 millions de dollars et atteignait en 1985 15,52 milliards de dollars. Le service de la dette à lui seul a oscillé dans les dernières années entre 25 et 30% du produit des exportations. L'industrialisation a été un moyen d'insertion de l'économie algérienne dans le système d'exploitation globale des impérialistes.

### LA FAILLITE DU NATIONALISME

Aujourd'hui, la seule manifestation de « fierté nationale » que peut encore s'offrir le régime, c'est d'avoir anticipé de lui-même les cruelles mesures d'austérité que le FMI n'aurait pas manqué de lui dicter, afin de pouvoir payer rubis sur l'ongle les intérêts de ses dettes. Ce rôle peu reluisant d'auxiliaire local des vampires impérialistes ne constitue aucunement une « trahison » des idéaux originels du FLN, mais bien plutôt le contenu réel, concret et achevé du programme nationaliste bourgeois appliqué à un pays colonial.

L'Algérie accédait à l'indépendance en 1962. L'impérialisme français qui, quelques mois avant l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954 venait de subir à Dien Bien Phu en Indochine une écrasante et humiliante défaite par les héroïques ouvriers et paysans vietnamiens, était épuisé en 1962.

Devant une situation instable au niveau interne, avec une armée me-

naçant de basculer à tout instant dans la rébellion (tel qu'en avril 61 avec le putsch des généraux à Alger), isolé internationalement, le bonaparte de Gaulle octroie l'indépendance en signant les accords d'Evian avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne). Ces accords, tout en reconnaissant la souveraineté algérienne, maintenaient le nouvel Etat dans la dépendance impérialiste; il s'agissait d'une indépendance néo-coloniale.

L'équipe à qui l'administration et l'armée françaises remettent le pouvoir après Evian a un problème: le FLN entend ne pas rompre avec l'impérialisme et construire un Etat bourgeois, mais après plus d'un siècle d'exploitation brutale et de spoliation, les éléments bourgeois algériens sont extrêmement faibles sinon quasi inexistants. Les régimes bonapartistes vont s'employer à créer une économie d'Etat financée par la rente pétrolière, une industrie achetée clefs en main aux impérialistes. Ces derniers n'exploiteront pas directement la main-d'oeuvre locale mais tireront jusqu'à la dernière goutte de la sueur des ouvriers et paysans algériens.

Dans les premières années de l'indépendance, il s'est trouvé des organisations de « gauche » ou d'« extrême gauche » pour voir dans l'équipe autour du président Ben Bella un gouvernement « ouvrier et paysan » similaire ou pouvant déboucher sur un Etat de type cubain ou même une variante de « socialisme ». Le pseudo-trotskyiste Pablo, ex-secrétaire international de la « Quatrième Internationale » des liquidateurs dont se réclament encore les Krivine et autres Mandel, ira jusqu'à entrer dans le gouvernement bourgeois de Ben Bella (aujourd'hui démagogue islamiste sans scrupules) en tant que conseiller économique privilégié. Si les guérilleros castristes qui avaient pris le pouvoir à La Havane se sont vus contraints d'exproprier la bourgeoisie à Cuba, créant ainsi par le haut un Etat ouvrier déformé, c'est que leur existence était menacée par l'hostilité implacable de l'impérialisme US; au contraire, l'Etat algérien est né sous les auspices et la dépendance de l'impérialisme français. Dans une certaine mesure, de Gaulle avait tiré les leçons de Cuba et, plutôt que de continuer une campagne meurtrière contre le FLN-ALN aux résultats incertains en Algérie et aux conséquences dangereuses en « métropole », il avait préféré traiter avec ceux qui, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, appelaient à un « Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ».

**L'« ARABISATION » FORCÉE CONTRE LES KABYLES**

Dirigée par des nationalistes petits-bourgeois profondément hostiles à la classe ouvrière, malgré leur rhétorique « socialiste », la lutte héroïque du peuple algérien n'a pas, loin de là, mené à une véritable libération sociale des travailleurs, des femmes et des minorités nationales (Berbères, Touaregs).

Le FLN a entrepris de « construire la nation algérienne » au moyen de décrets-lois et de la matraque du gendarme, une politique dont la campagne d'« arabisation » forcée a constitué l'expression la plus achevée. Cette politique réactionnaire a eu comme pendant obligé, dès le début, une négation brutale des droits démocratiques des Berbères de Kabylie, qui avaient été aux premiers rangs de la lutte de

libération nationale.

Dans les dernières années, la Kabylie et particulièrement Tizi-Ouzou ont subi la répression de l'armée et de la police; en 1980, le régime réagira brutalement contre des étudiants kabyles à Alger qui demandent la « liberté d'expression » et la « culture kabyle ». La violence policière fera des dizaines de blessés et au moins un mort. Des centaines d'étudiants seront arrêtés. En avril de la même année,



Christian Vignard/Gamma

**Dans les rues d'Algérie. A bas le voile !**

le pouvoir ferme l'université de Tizi-Ouzou et arrête des centaines de personnes. En mars 1981, Tizi-Ouzou se rebelle après l'invasion brutale de l'université par les forces de répression. Le nationalisme féroce du FLN ne peut trouver que la répression ou le sempiternel « complot » à répondre aux nationalistes berbères. Contre le programme réactionnaire des nationalistes, nous, marxistes, exigeons avec Lénine la « suppression absolue de tout privilège pour quelque nation et quelque langue que ce soit » (« Notes critiques sur la question nationale », Oeuvres, tome 20).

Si elle est avant tout dirigée contre les Kabyles, la campagne d'« arabisation » cherche aussi, en supprimant l'enseignement du français, à couper encore davantage la jeunesse algérienne de la culture mondiale — dans un pays où le quotidien *gouvernemental* le plus lu, et de très loin, est celui publié en français! Pour nous, marxistes, « le mot d'ordre de la démocratie ouvrière n'est pas la "culture nationale", mais la culture internationale du démocrate et du mouvement ouvrier mondial » (Ibid.)

**A BAS LE VOILE! A BAS LA CHARIA'H!**

S'il est un domaine où les prétentions « progressistes » du régime contrastent cruellement avec la réalité sociale, c'est bien la condition des femmes. Vingt-cinq ans après l'émancipation du pays du joug direct colonial, les femmes restent exclues du monde du salariat, de toute la vie publique, éternelles mineures soumises au carcan de la famille traditionnelle et d'une législation directement inspirée de la charia'h islamique. Que d'espoirs piétinés pour les courageuses combattantes qui ont rejoint le FLN dans la lutte pour la libération!

La société « moderne », le monde des salariés urbanisés, est presque totalement interdite aux femmes: en 1987, elles représentaient seulement 7 % de la population active. A la sortie de l'école, du lycée ou de l'université, la quasi-totalité d'entre elles, après un mariage « arrangé » (c'est-à-dire forcé) seront condamnées à une vie d'esclave domestique, une vie rythmée par les grossesses non

désirées (l'avortement est interdit, la contraception n'est accessible qu'avec l'accord du mari), partagée entre les quatre murs de logements exigus et d'interminables queues dans des magasins où tout manque. Et le voile qui isole et concrétise la ségrégation des femmes dans la société est toujours plus imposé.

Et il ne s'agit pas là de « survivances », de « séquelles » d'un passé en voie de disparition, mais de la politique officielle de l'Algé-

rie « socialiste ». En 1978, un haut responsable du FLN (et colonel), devant le IV<sup>e</sup> congrès de l'UNFA, l'organisation de femmes du FLN, après avoir évoqué « la revendication de la liberté, de l'égalité des salaires, et dans le travail, ainsi que dans la discussion en commun de problèmes tels que le divorce, le mariage ou la participation à l'action politique », déclarait: « Ce genre de préoccupations, qui prévalent dans le monde capitaliste, découlent en réalité d'attitudes bourgeoises dénuées de toute dimension sociale et procèdent de l'individualisme et de l'égoïsme » (le Monde, 3 octobre 1978).

Dans la même veine, le nouveau Code de la famille, de 1984, reprend les dispositions essentielles de la charia'h. Une des revendications démocratiques élémentaires les plus urgentes pour l'Algérie est d'exiger la stricte séparation de la religion et de l'Etat. A bas la charia'h!

**LES INTEGRISTES: UNE MENACE MORTELLE**

Malgré leurs tentatives, les intégristes islamistes n'ont pas réussi à s'emparer du mouvement de révolte de la jeunesse. Mais le danger existe et la politique du FLN, loin de leur couper l'herbe sous le pied en couvrant le pays de mosquées, ne peut que les légitimer. Les terroristes islamiques, qui vitriolent les jambes nues des jeunes filles, incendiaient un hôtel et détruisaient un dépôt de spiritueux en

janvier 1980, ne peuvent que profiter de la décomposition de la société algérienne et offrir, face à la faillite du nationalisme, une « perspective » désastreuse aux masses marginalisées des sans-emploi.

La tragédie de l'Algérie a été et est toujours l'absence de parti révolutionnaire ouvrier. Dans les années 50 et 60, la capitulation éhontée des mentors de Krivine qui voyaient dans Ben Bella la direction révolutionnaire des ouvriers et paysans algériens et la trahison ignominieuse du PCF et de son appendice algérien le PCA, laisseront le champ libre au FLN pour prendre la tête des masses et, après avoir détruit ses concurrents nationalistes du MNA de Messali Hadj, transformer le prolétariat de la « Wilaya 7 » en France en pourvoyeur de fonds passif.

Après avoir été un ardent partisan de l'« Union française », le PCF ne se prononcera pour le « droit de la nation algérienne à l'indépendance » qu'en 1959, lors de son XV<sup>e</sup> congrès — précisément au moment où, avec de Gaulle, l'impérialisme français se dirigeait vers une solution néo-coloniale pour sortir, au mieux de ses intérêts, d'une guerre ingagnable. Rien d'étonnant à ce que le PCF, trois ans plus tard, ait soutenu les accords d'Evian.

**POUR UN PARTI TROTSKYSTE!**

Aujourd'hui, si l'« industrialisation » n'a pas engagé l'Algérie sur la voie d'un développement économique réel, elle a cependant créé un réel prolétariat, que les nationalistes du FLN redoutent plus que tout et à qui ils ont sans relâche cherché à imposer une discipline de fer. Pour ce faire, leur instrument principal a été le « syndicat unique » UGTA, fondé par le MTLD de Messali Hadj en 1953 et qualitativement caporalisé en 1962-63. Les travailleurs algériens doivent briser ce carcan et construire de véritables syndicats indépendants de l'Etat capitaliste.

Le prolétariat algérien doit se dresser sur ses jambes pour arracher le pouvoir des mains des banqueroutiers du FLN, et créer un gouvernement ouvrier et paysan qui mette réellement le socialisme à l'ordre du jour. Pour ce faire, les ouvriers d'Algérie ont besoin, contre le poison du nationalisme (algérien ou « arabe »), d'une perspective authentiquement prolétarienne et internationaliste: celle d'une fédération socialiste de tout le Maghreb, et au-delà, de la révolution internationale s'étendant aux métropoles impérialistes. Ils ont besoin d'un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste, d'un parti tribun du peuple et de tous les opprimés, de la section algérienne d'une Quatrième Internationale reforgee. ■



**LE BOLCHEVIK**

**ABONNEZ-VOUS**

30 F pour 10 numéros  
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)  
Etranger : mandat poste international

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,  
75463 Paris Cedex 10

# LE «SOCIALISME DE MARCHÉ» EN EUROPE DE L'EST

## Hongrie : le «communisme du goulash» fait faillite

L'article ci-dessous, traduit de Workers Vanguard, est le deuxième d'une série de trois. Le premier a été publié dans le Bolchévik n° 87, octobre.

### Deuxième partie

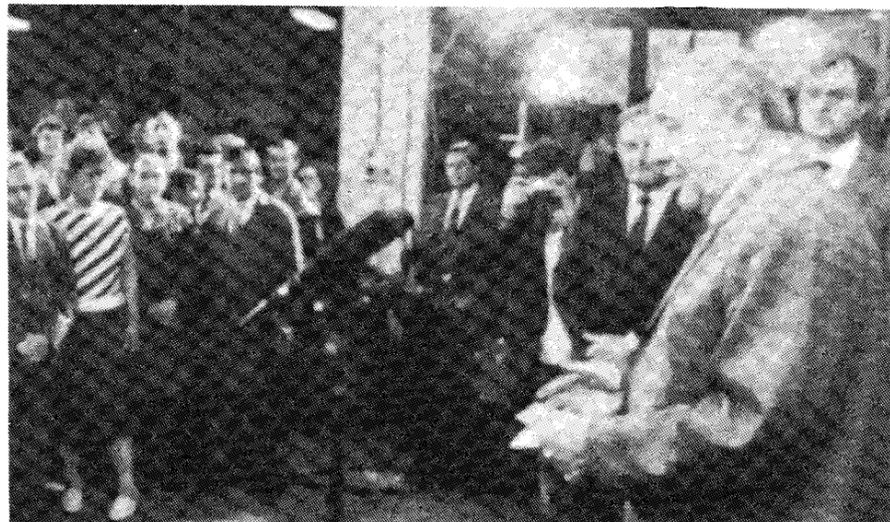
La plupart des pays d'Europe de l'Est, qui supportent le fardeau d'une énorme dette auprès des banques occidentales, sont aujourd'hui en proie à des crises économiques. En Roumanie, du fait de la pénurie d'électricité, les bâtiments sont si peu chauffés que lors des concerts, les musiciens jouent avec des gants. En novembre dernier, des milliers d'ouvriers de l'usine de camions l'Etoile rouge, à Brasov, ont manifesté dans cette ville industrielle pour protester contre une réduction de 50 % des salaires et des pénuries d'à peu près tout. Ils ont mis à sac le bureau du maire, déchiré les portraits du despote stalinien roumain Nicolas Ceausescu et brûlé des documents officiels sur la place de la ville. En Pologne, les nouvelles « réformes » économiques introduites par le régime Jaruzelski vont augmenter le coût de la vie de 200 % au cours des prochaines années. Même la Hongrie, qui était il y a peu présentée comme la vitrine économique de l'Europe de l'Est, est confrontée à une austérité toujours plus austère.

Lors de sa visite à Budapest au printemps 1987, Egor Ligatchev, le numéro deux du Kremlin, déclarait que la direction soviétique « respectait hautement » la politique économique hongroise, et il ajoutait : « Nous sommes confrontés à des problèmes économiques similaires et nous sommes engagés dans une voie similaire [...] ». Il y a cinq ans, Alec Nové, un éminent expert occidental des économies du bloc soviétique, écrivait : « L'expérience de la Hongrie montre clairement à la fois les avantages et les difficultés qu'entraîne une tentative d'introduire ce qu'on peut appeler le "socialisme de marché". En termes de bilan, les aspects positifs semblent prédominer [...] ».

Les prétendus avantages du « socialisme de marché » ne prédominent certainement pas aujourd'hui. La Hongrie connaît depuis une dizaine d'années une stagnation économique, et elle est maintenant affligée de la dette extérieure par habitant la plus élevée d'Europe de l'Est. Sous la pression des banquiers occidentaux, les staliniens de Budapest ont imposé aux travailleurs des conditions de vie de plus en plus dures. L'été dernier, les prix du pain, du fuel domestique, de l'électricité et d'autres produits de première nécessité ont été augmentés de 20 %, et pour le Nouvel An, les citoyens hongrois ont reçu



Le petit capitalisme mine l'économie socialisée hongroise : des spéculateurs échangent des obligations d'entreprises d'Etat (ci-dessus). Le stalinien libéral Kádár (ci-dessous) déclare aux ouvriers hongrois que l'austérité les attend.



en cadeau un impôt sur la consommation (une espèce de TVA) et un impôt sur le revenu, les premiers du genre dans le bloc soviétique. La plupart des Hongrois ont déjà deux emplois ou davantage, simplement pour arriver à joindre les deux bouts. Et maintenant, un haut responsable du Ministère des Finances estime à 200 000 le nombre d'ouvriers qui seront licenciés au terme d'une nouvelle loi sur les banqueroutes, loi destinée à fermer les entreprises non rentables.

C'est la classe ouvrière qui a été la plus touchée par les programmes d'austérité, tandis qu'une nouvelle classe de petits entrepreneurs s'est enrichie avec la privatisation accrue de l'économie. On rapporte que l'année dernière on a

vu fleurir des affichettes faites à la main sur les murs de Budapest et du centre industriel de Szombathely : « Si vous augmentez les prix, nous allons brûler les usines ! » Le nouveau premier ministre hongrois, Karoly Grosz, fait cet aveu : « L'état d'esprit public se détériore du fait que le niveau de vie de couches considérables de la société a stagné au cours des dernières années, et a même baissé pour un secteur non négligeable de la société. La confiance dans la direction a fondu, et la viabilité du socialisme est parfois mise en doute » (New York Times, 17 septembre 1987).

L'époque du « communisme du goulash », associée au long règne de János Kádár, qui avait été mis

aux commandes après la répression de la Révolution hongroise de 1956, est révolue. Les conditions se mettent rapidement en place d'une crise sociale majeure qui mettra face à face la classe ouvrière et ses alliés d'un côté, et de l'autre le milieu en pleine croissance de petits entrepreneurs, les intellectuels pro-occidentaux et des éléments de la bureaucratie au pouvoir.

### DE HORTHY A LA REVOLUTION HONGROISE DE 1956

L'Etat hongrois contemporain est né de la désintégration de l'empire délabré des Habsbourg, à la suite de sa défaite dans la Première Guerre mondiale. Après la répression sanglante de l'éphémère république soviétique hongroise au début 1919, le pays fut soumis pendant un quart de siècle à la dictature fascisante de l'amiral Horthy. Dans les années 30, le régime Horthy s'aligna sur l'Allemagne nazie, et les Croix fléchées hongroises combattirent aux côtés des Waffen-SS quand Hitler déclencha l'opération Barbarossa contre l'URSS en 1941.

Le Troisième Reich fut détruit quatre ans plus tard quand le drapeau soviétique, frappé de la faucille et du marteau, fut hissé sur le Reichstag à Berlin tandis que Hitler se suicidait dans son bunker. En 1945, l'Armée rouge soviétique libéra aussi la Hongrie du cauchemar du fascisme. Quelques années plus tard, en réaction à la pression de guerre froide de l'impérialisme américain, les staliniens accomplirent en Europe de l'Est par le haut, une révolution sociale déformée.

En Hongrie, ces déformations furent particulièrement marquées. Le régime de l'ultrastalinien Mátyás Rákosi était spécialement sanguinaire, y compris envers ses camarades communistes, et ce même en comparaison avec les pratiques standard de ce qu'on appellera plus tard, avec euphémisme, « l'époque du culte de la personnalité ». Sur le plan économique, les rakosiens appliquaient une version extrême de l'autarcie stalinienne, en s'engageant à faire de la Hongrie « un pays de fer et d'acier ». Des investissements massifs et déséquilibrés dans l'industrie lourde — 90 % de tous les investissements — réduisirent drastiquement le niveau de vie des ouvriers comme celui des paysans.

Le « dégel » de l'après-Staline en Union soviétique avait fissuré l'appareil d'Etat-policier totalitaire qui protégeait Rákosi et ses acolytes. En octobre 1956, un soulèvement populaire éclatait contre ce régime que tout le monde haïssait. C'était une révolution politique prolétarienne en bonne et due forme. La principale force, dans cette révolution, c'étaient les conseils

ouvriers, en général dirigés par des communistes anti-Rákosi. Il est vrai que les ouvriers et intellectuels radicaux insurgés n'étaient certes pas dépourvus d'illusions et de préjugés libéraux, et en particulier nationalistes. Mais les forces contre-révolutionnaires cléricales-horthystes, autour du cardinal Mindszenty, étaient relativement faibles et largement détestées.

Les ouvriers luttèrent pour une Hongrie démocratique et socialiste. De même, le Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois déclarait : « Les usines et les terres doivent rester la propriété du peuple et rien ne doit être rendu aux capitalistes ou aux gros propriétaires » (« Appel des intellectuels », cité dans *Pologne-Hongrie 1956*). Les dirigeants du Kremlin envoyèrent l'armée soviétique écraser l'insurrection des ouvriers hongrois, et ce non seulement pour restaurer le régime bureaucratique dans ce pays, mais aussi pour empêcher l'extension de la révolution politique au reste de l'Europe de l'Est et à l'Union soviétique elle-même, où l'ordre politique venait d'être ébranlé par le « rapport secret » de Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline. (Pour une analyse trotskyste des événements de 1956 en Hongrie, voir « Political Revolution in Hungary — Ten Years After », *Spartacist* n° 8, édition anglaise, novembre-décembre 1966).

#### INTRODUCTION DU NOUVEAU MECANISME ECONOMIQUE

Après avoir écrasé la révolution, le Kremlin installa au pouvoir le stalinien libéral János Kádár, qui avait été emprisonné et torturé sous Rákosi. Après une période initiale de répression, Kádár entreprit de faire en sorte que son régime soit accepté ou du moins toléré par la population. Au début des années 60, il libéralisa prudemment la vie politique et intellectuelle. Mais l'article principal du programme de Kádár était de réorienter l'investissement de manière à augmenter rapidement le niveau de consommation. Khrouchtchev lui-même salua le « communisme du goulash » de Kádár pour avoir restauré la stabilité sociale en Hongrie.

Au milieu des années 60, il devenait de plus en plus dur pour la bureaucratie hongroise de fournir toujours plus de goulash. L'économie allait vers une pénurie de main-d'œuvre (comme l'économie soviétique dix ans plus tard), interdisant la traditionnelle voie stalinienne de croissance extensive. Pour que le niveau de vie continue à augmenter, il était nécessaire d'accroître de manière significative la productivité du travail. La seule manière de le faire rapidement était d'importer d'Occident des biens d'équipement incorporant des technologies avancées. Mais pour importer davantage d'Occident, la Hongrie devait exporter davantage vers l'Occident.

Contrairement à celles de l'Union soviétique et de la Pologne, les exportations de la Hongrie ne consistaient pas en matières premières extraites du sol comme du pétrole ou du charbon. Le pays ne produisait pas non plus de surplus agricole capable de financer ses importations. Dans les années 60 (comme aujourd'hui), environ 80 % des exportations hongroises consistaient en machines, biens de consommation manufacturés et produits semi-finis. C'est-à-dire que la Hongrie devait entrer en concurrence avec les industriels occidentaux et japonais sur les marchés occidentaux. Elle était handicapée



Eastfoto

L'usine de bus Icarus à Budapest. Les banquiers occidentaux demandent aujourd'hui une importante diminution du secteur d'Etat.

dans ce domaine par la mauvaise qualité de ses produits, le choix limité et les rigidités quand il s'agissait de modifier la production et les prix pour satisfaire une demande changeante.

Le Nouveau mécanisme économique (NME), inauguré en 1968, était destiné avant tout à mieux ajuster l'industrie hongroise aux exigences du Marché commun d'Europe de l'Ouest. Dans les faits, la planification et la gestion centralisées furent jetées aux orties. Les chefs d'entreprise étaient libres de déterminer leur production et de fixer leurs prix. La rentabilité devint le principal critère d'une gestion réussie, apportant aux responsables promotion et revenus. Les revenus des ouvriers furent également liés aux profits de leur entreprise.

Ce partage des profits, bien sûr, était plutôt inégal. L'attitude des ouvriers envers le Nouveau mécanisme économique est illustrée par une plaisanterie qui circulait dans les usines hongroises au début des années 70. Kádár visite une usine

l'usine. L'opposition au Nouveau mécanisme économique se fit sentir même dans les syndicats rigidement bureaucratés, et cela limita la portée des « réformes ». On décra des impôts plus lourds sur les entreprises les plus rentables, réduisant ainsi les différences de revenu entre ouvriers de différentes entreprises. Un salaire minimum était garanti à tous les ouvriers, salaire payé si nécessaire sur le budget du gouvernement central. Les entreprises enregistrant des pertes n'étaient pas autorisées à faire faillite; elles fusionnaient avec des entreprises rentables ou étaient subventionnées par le Trésor public. Ainsi, la pression de la classe ouvrière obligea le régime Kádár à préserver des éléments critiques de la centralisation économique, au vif mécontentement des partisans du « socialisme de marché ».

Si la pression de la classe ouvrière limita la différenciation des salaires dans l'industrie socialisée, le Nouveau mécanisme écono-

veau mécanisme économique semblait être une formidable réussite. Un haut responsable de la Banque nationale de Hongrie, János Fekete, écrivit plus tard : « Les performances de l'économie hongroise s'améliorèrent de manière spectaculaire après 1968. Nous avons eu six années en or [...] » (*Back to the Realities* [1982]). Comme les événements allaient bientôt le montrer, ces premières années en or avaient très peu à voir avec les vertus du « socialisme de marché ».

#### CYCLE EXPANSION-RECESSION A LA HONGROISE

A l'époque où le régime Kádár accroissait ses exportations industrielles vers le Marché commun, l'économie de l'Europe de l'Ouest connaissait un boom inflationniste. En même temps, l'économie hongroise était subventionnée par l'Union soviétique par le biais de pétrole à bon marché et d'autres matières premières que l'Europe de l'Est recevait à des prix nettement inférieurs à ceux du marché mondial. Deux experts américains, Michael Marrese et Jan Vanous, ont calculé que les subventions commerciales soviétiques accordées à la Hongrie entre 1968 et 1974 représentaient presque deux milliards de dollars. Cet heureux état de choses n'allait pas durer longtemps.

Comme dans le cas de la Yougoslavie, la crise économique actuelle qui frappe la Hongrie trouve ses origines dans la récession capitaliste mondiale de 1974-75, elle-même précipitée par le quadruplement des prix du pétrole organisé par le cartel des compagnies pétrolières et l'OPEP. Le commerce mondial des machines et des biens de consommation diminua, le protectionnisme industriel et agricole en Occident s'accrut, et les prix relatifs des produits manufacturés par rapport aux matières premières diminuèrent fortement sur



Jer Spiegel

Le soulèvement de 1956 a cherché à renverser le régime stalinien tout en défendant l'économie collectivisée.

et demande au directeur : « Avez-vous reçu une prime au titre de la réforme économique, et qu'avez-vous fait avec ? » Réponse : « J'ai acheté une maison de campagne, et le reste de l'argent je l'ai mis à la caisse d'épargne. » Il pose la même question à l'ingénieur en chef. Réponse : « J'ai acheté une voiture, et le reste de l'argent je l'ai mis à la caisse d'épargne. » Finalement, Kádár pose la question à un ouvrier. Réponse : « J'ai acheté une paire de chaussures. » Kádár : « Et le reste de l'argent ? » L'ouvrier : « Le reste de l'argent j'ai dû l'emprunter à ma belle-mère. »

Le mécontentement des ouvriers ne se limitait pas à faire circuler des plaisanteries à la cantine de



AP

mique engendra une nouvelle classe de petits entrepreneurs, d'où ont émergé les nouveaux riches de la Hongrie. Le secteur des services est maintenant pratiquement tout entier privatisé, ainsi que le gros de l'industrie du bâtiment. D'après les chiffres officiels, au milieu des années 80 il y avait en Hongrie presque 200 000 petits capitalistes (sans compter les fermiers coopérateurs). Près de la moitié avaient un revenu annuel allant du double au sextuple du revenu moyen d'un ouvrier. Ces chiffres officiels sous-estiment considérablement le montant réel de la richesse privée, puisqu'il y a une quantité importante de transactions illégales (non imposées).

Les premières années, le Nou-

le marché mondial.

A la même époque, les dirigeants du Kremlin, confrontés à un ralentissement de l'économie soviétique, décidaient qu'ils ne pouvaient plus continuer à vendre à leurs alliés d'Europe de l'Est du pétrole pour un peu plus du tiers du prix qu'ils pouvaient en tirer sur le marché mondial. En 1975-76, les Soviétiques augmentèrent le prix du pétrole vendu à l'Europe de l'Est d'environ 70 %, et réduisirent aussi leurs livraisons de pétrole et de gaz naturel aux pays de l'Est, forçant ainsi la Hongrie à acheter une partie de son pétrole auprès des aigrefins des compagnies pétrolières et de l'OPEP. En tout, pendant les

Suite page 10

## Hongrie...

Suite de la page 9

années 70, la baisse des prix à l'exportation et la hausse des prix à l'importation ont coûté à la Hongrie l'équivalent d'un an d'exportations.

Si la Hongrie avait été une économie de marché capitaliste, elle aurait connu à la fin des années 70 une crise économique aiguë. Les salaires auraient été réduits pour rendre les exportations plus compétitives; les entreprises non rentables auraient été fermées, produisant un chômage massif; les prix auraient augmenté pour réduire les importations et libérer davantage de produits pour l'exportation. Mais aucune de ces choses ne s'est produite. L'investissement a continué à croître, le niveau de vie à augmenter.

Comment la Hongrie a-t-elle pu accomplir cela? De plus en plus, les investissements des entreprises ainsi que les augmentations de salaires étaient financés par le Trésor public. L'augmentation du coût du combustible et des matières premières était annulée par des subventions. Au milieu des années 80, les subventions aux entreprises et aux prix absorbaient un quart du budget total du gouvernement. D'où le régime de Kádár tirait-il ces fonds? Il les empruntait aux requins de la finance de Wall Street, de la City de Londres et de la Bourse de Francfort. La dette extérieure de la Hongrie fut multipliée par neuf, passant d'un milliard de dollars en 1970 à neuf milliards en 1980. Le régime de Budapest espérait sans doute un retour à la situation économique internationale plus favorable de la fin des années 60 et du début des années 70.

Mais le deuxième choc pétrolier, en 1979, convainquit finalement Kádár et Cie qu'ils vivaient sur de coûteuses illusions. Leur réponse, ce fut l'austérité. Assiégée par les financiers occidentaux, la Hongrie



17 juin 1953 — Les ouvriers est-allemands se soulèvent contre le régime stalinien et appellent les ouvriers ouest-allemands à en faire autant.

négozia en 1982 un accord par le truchement du cartel mondial des banquiers, le Fonds monétaire international (FMI). Les conditions posées par le FMI: éliminer les subventions aux entreprises et aux produits; fermer les entreprises et les organismes non rentables; imposer de lourdes taxes à la consommation; accroître le rôle du capital privé dans l'économie.

Le changement le plus menaçant, au cours des dernières années, c'est le degré auquel le petit capitalisme a sapé l'économie socialisée. Les directeurs d'usine sous-traitent couramment la maintenance, les réparations et les petits travaux de construction à des sociétés privées. Même la médecine socialisée devient désocialisée à mesure que les médecins, pour fournir des soins

décents, demandent des dessous-de-table en liquide. « Nous avons mis sur pied un service de santé "gratuit", mais accoucher dans des conditions confortables peut coûter un mois de salaire », protestait un avocat de Budapest (*Guardian* de Londres, 30 décembre 1986). En novembre 1987, la Hongrie a connu un mini-krach financier quand des spéculateurs se sont débarrassés des obligations des entreprises d'Etat et, anticipant une brutale augmentation des prix, ils ont amassé des biens de consommation. Et maintenant, on parle de vendre au public des parts dans les entreprises d'Etat.

D'avantage que tous les autres pays d'Europe de l'Est, la Hongrie de Kádár a orienté son économie vers le marché occidental, et a donc importé le cycle expansion-récession qui est inhérent au capitalisme. L'austérité actuelle est le résultat direct de vingt ans de dépendance commerciale et financière sans cesse accrue envers l'Occident. Et la pénétration éco-

nomique de la Hongrie par l'impérialisme a maintenant acquis une dimension politique.

### AVANT LA TEMPETE

Les entrepreneurs nouveaux riches et leurs protecteurs impérialistes ont trouvé des appuis politiques et idéologiques au sein de la bureaucratie et de l'intelligentsia. Leszek Balcerowicz, un « théoricien » en vue de l'officielle Ecole de planification d'Etat (!), appelle ouvertement à la restauration du capitalisme: « Le rêve [d'avoir] un système économique meilleur que le capitalisme est mort. Il n'y a pas de troisième voie, pas de modèle entre le stalinisme et le capitalisme qui fonctionne bien. Les seules raisons

Le dirigeant de la RDA, Erich Honecker (à gauche) et Helmut Kohl, chancelier de la RFA. L'« Ostpolitik » de Bonn cherche à subvertir l'Etat ouvrier est-allemand.



pour ne pas aller jusqu'à un retour au capitalisme sont pragmatiques — et politiques » (*Washington Post*, 6 avril 1987). Quand il parle de raisons « pragmatiques et politiques » de ne pas retourner au capitalisme, ce que Balcerowicz entend c'est la peur de l'Armée soviétique.

Les impérialistes commencent à voir en Hongrie les conditions préalables de la contre-révolution — un régime stalinien politiquement et financièrement banqueroutier, la désillusion et le mécontentement de la population envers le « socialisme officiel », une importante classe de petits capitalistes, des intellectuels agressivement et ouvertement pro-occidentaux. Examinant la crise économique hongroise, le *New York Times* du 4 janvier écrivait: « Le cauchemar de M. Gorbatchev, c'est une crise du genre de celle qui a ébranlé la Pologne en 1981, quand les troubles politiques entourant le syndicat indépendant Solidarité étaient aggravés par une sévère pénurie de réserves de change, laquelle faisait que le pays, dans la pratique, était en état de banqueroute. »

De fait, il y a un certain parallélisme entre les événements de Hongrie et ceux de Pologne. En 1956, la Pologne était au bord d'une révolution politique prolétarienne, et en 1970, une révolte ouvrière dans les ports de la Baltique faisait tomber le régime Gomulka. Pour apaiser l'agitation ouvrière, le régime stalinien libéral d'Edward Gierek, comme celui de Kádár en Hongrie, promit et réalisa (au début) une hausse rapide du niveau de consommation. Quand la situation économique internationale s'assombrit, au milieu des années 70, Gierek et Kádár hypothéquèrent leur pays respectif auprès de Wall Street et de la Bourse de Francfort. Puis vint le jour où les requins impérialistes de la finance réclamèrent leur livre de chair humaine.

Il y a cependant une différence fondamentale entre la Hongrie et la Pologne: la conscience de la classe ouvrière et les axes de polarisation sociale. En Pologne, la puissante Eglise catholique (qui, en Hongrie, est assez faible) a une base sociale en la personne des petits paysans propriétaires. Au milieu des années 70, des intellectuels sociaux-démocrates pro-occidentaux comme Jacek Kuron se placèrent sous la coupe de la hiérarchie catholique et devinrent des agents du cardinal Wyszyński et du pape Jean-Paul Wojtyła dans la classe ouvrière. Ainsi, Solidarność naquit en 1980 munie d'une idéologie clérical-nationaliste, et un an plus tard elle

demandait une « démocratie à l'occidentale », c'est-à-dire une contre-révolution capitaliste. Heureusement, la tentative de prise du pouvoir de Solidarność fut stoppée en décembre 1981 par le contre-coup d'Etat du général Jaruzelski. Depuis lors, la direction de Solidarność appelle ouvertement à la restauration du capitalisme (cf. « Solidarność offre la Pologne aux banquiers de Wall Street », le *Bolchévik* n° 65, juillet-août 1986).

La Hongrie de Kádár, par contre, s'est polarisée selon des axes très différents. Depuis son introduction, les ouvriers sont hostiles au Nouveau mécanisme économique. Ils détestent les intellectuels pro-occidentaux qui, comme Tibor Liska, sont les avocats les plus ardents du « socialisme de marché ». Et ils haïssent les traficoteurs qui s'enrichissent avec le NME. Les ouvriers hongrois sont hostiles non seulement aux petits capitalistes dans leur propre pays, mais aussi aux financiers impérialistes, qu'ils considèrent avec raison comme les principaux architectes de la crise économique. Le *Wall Street Journal* du 5 novembre 1986 écrivait: « Leurs ouvriers, qui ont profité le moins des réformes libérales, sont ceux qui auraient le plus à perdre d'un bouleversement industriel [...]. Si le gouvernement va de l'avant, il pourrait être confronté à des problèmes de la part de ses ouvriers. S'il ne le fait pas, les problèmes pourraient venir d'un autre côté: les banques capitalistes à qui la Hongrie doit des milliards de dollars. »

Cet organe de Wall Street décrit parfaitement le rôle bonapartiste de la bureaucratie stalinienne, en tant que couche sociale oscillant entre la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat. Aujourd'hui en Hongrie, le funambulisme des staliniens est vacillant et pourrait bien aboutir à une chute. La situation est en train de mûrir pour une révolution politique prolétarienne. Ce qui manque, c'est un parti trotskyste d'avant-garde qui pourra canaliser l'opposition instinctive des ouvriers au « socialisme de marché » vers une lutte pour le pouvoir des soviets et la planification socialiste.

En un sens, l'absence d'une direction prolétarienne est plus frappante aujourd'hui qu'en 1956. A l'époque, les conseils ouvriers étaient habituellement dirigés par des communistes dissidents, dont beaucoup cherchaient un programme marxiste authentique. Aujourd'hui, une révolte ouvrière en Hongrie serait anarchique et spontanée. Mais les ouvriers ne peuvent pas prendre le pouvoir par un soulèvement spontané. Ils doivent être dirigés par un parti qui sait où il va — vers un ordre socialiste international. Car la Hongrie ne peut pas exister en tant qu'ilôt de pouvoir ouvrier et de socialisme au beau milieu d'une Europe divisée entre capitalisme impérialiste et bureaucratie stalinienne. Pour l'unité communiste contre l'impérialisme par la révolution politique depuis Budapest jusqu'à Moscou et Pékin, et la révolution socialiste dans l'Occident capitaliste!

### LA CLE EST-ALLEMANDE

Le lien naturel entre la révolution politique dans l'Europe de l'Est stalinienne et la révolution socialiste dans l'Europe de l'Ouest impérialiste, c'est l'Allemagne de l'Est, qui est l'expression déformée du pouvoir prolétarien dans le cœur industriel divisé de l'Europe. Il y a une autre raison pour laquelle

l'Allemagne de l'Est (officiellement la République démocratique allemande [RDA]) a une place à part dans l'Europe de l'Est actuelle. Elle possède l'économie de loin la plus performante du bloc soviétique, en particulier dans les années 80, et c'est le seul grand pays qui n'a pas essayé, par des réformes, de démanteler la planification et la gestion centralisées.

L'Allemagne de l'Est est devenue la dixième puissance industrielle du monde, avec un revenu par habitant plus élevé que la Grande-Bretagne ou l'Italie. Et sa croissance économique n'a pas non plus consisté dans le développement déséquilibré de l'industrie lourde caractéristique de l'époque stalinienne. En 1960, seulement 3% des familles est-allemandes avaient une automobile, et moins de 10% un réfrigérateur ou une machine à laver. Aujourd'hui, environ la moitié des ménages est-allemands ont une voiture, et pratiquement tout le monde a un réfrigérateur, une machine à laver et la télévision. L'industrialisation et l'augmentation du niveau de vie impressionnantes qu'a connues la RDA ont été obtenues sans avoir recours aux « réformes » orientées vers le marché tant vantées par les idéologues bourgeois, les sociaux-démocrates et les stalinien libéraux.

Au milieu des années 60, les stalinien est-allemands avaient introduit un programme de « réformes » orientées vers le marché, appelées Nouveau système économique. Les résultats ne furent pas à leur goût. La décentralisation partielle de l'investissement, proportionné à la rentabilité des entreprises, produisit des déséquilibres et des goulots d'étranglement dans toute l'économie. La production industrielle augmentait deux fois plus vite que la production d'électricité, conduisant à de nombreuses coupures de courant. Le Nouveau système économique fut donc abandonné en 1970, et l'économie fut recentralisée. Le rôle de la rentabilité des entreprises se vit accorder une moindre importance, en particulier dans la détermination du partage des fonds d'investissement.

Pour chercher à surmonter la rigidité bureaucratique de la planification stalinienne traditionnelle, au cours des années 70 l'économie est-allemande fut divisée en *Kombinate*, groupes d'entreprises énormes, verticalement intégrés. Cela revenait à constituer des empires industriels relativement autosuffisants. A la fin des années 70, la RDA fut confrontée à la même situation internationale défavorable que la Hongrie et la Pologne. La demande pour ses produits manufacturés en Occident, ainsi que leurs prix relatifs, diminuèrent. En même temps, les prix du combustible et des autres matières premières importées augmentaient. Comme ses congénères de Budapest et de Varsovie, le régime Honecker, à Berlin-Est, emprunta de fortes sommes aux banquiers occidentaux pour maintenir le niveau de revenus. En fait, en 1980, la dette extérieure par habitant de la RDA était plus élevée que celle de la Pologne.

Pendant les années 80, cependant, l'Allemagne de l'Est a réduit sa dette envers l'Occident sans programme d'austérité diminuant le niveau de vie. L'économie a poursuivi une croissance solide, les salaires réels ont continué à augmenter et les programmes sociaux, comme les plans de retraites et les allocations de maternité, ont continué à se développer. Face à une récession capitaliste mondiale, au



Yevgeni Khaldei

L'Armée rouge a libéré l'Europe du cauchemar nazi. Le drapeau rouge est planté sur le Reichstag à Berlin (mai 1945).

début des années 80 la RDA a augmenté de 60% ses exportations, principalement de produits manufacturés, vers les marchés occidentaux! En même temps, elle a réduit ses importations de combustibles et de matières premières. Dans le jargon occidental, on appellerait certainement cela un « miracle économique ». Comment ont-ils fait? En concentrant les investissements dans les technologies nouvelles destinées à économiser les coûts en énergie et en matières premières. Entre 1980 et 1983, le revenu national a augmenté de 12%, tandis que la consommation de combustibles et de matières premières diminuait de 9%.

Nous voyons ici la supériorité frappante de la planification et de la gestion centralisées, même bureaucratiquement déformées, par rapport au « socialisme de marché ». Dans les systèmes hongrois et yougoslave, les fonds d'investissement mis à la disposition d'une entreprise ou d'une branche donnée de l'économie sont déterminés avant tout par leurs profits. Les entreprises qui font des profits importants sont, en règle générale, celles qui ont des équipements neufs, du dernier cri. Ce sont les entreprises dont les équipements sont anciens et obsolètes qui ont un besoin urgent d'être rééquipées, et c'est là qu'on obtient les gains de productivité les plus importants par forint ou par dinar investi. Mais en Hongrie ou en Yougoslavie, de telles entreprises non rentables sont privées de fonds d'investissement! Sous le « socialisme de marché », l'investissement va dans les secteurs où il est le moins productif pour l'économie dans son ensemble.

S'il est certain que l'économie est-allemande est plus performante que celles de Hongrie, de Pologne ou de Yougoslavie, le système des *Kombinate* a produit ses propres distorsions, ses propres déséquilibres et une tendance à la construction de fiefs bureaucratiques. Au bout du compte, les stalinien est-allemands ne peuvent pas construire le socialisme dans la moitié d'un seul pays. Malgré l'impressionnante croissance économique de la RDA, la productivité et le niveau de vie y demeurent très inférieurs à ce qu'ils sont en Allemagne de l'Ouest, ce qui exerce une puissante pression contre-révolutionnaire sur l'Etat ouvrier déformé de l'est de

l'Elbe. La voie vers le socialisme ne passe ni par le commandisme bureaucratique du stalinisme à l'ancienne, ni par les « réformes » orientées vers le marché du stalinisme libéral. Cette voie passe par une économie démocratiquement administrée, à planification centrale, égalitaire et organisée internationalement.

#### POUR LA REUNIFICATION REVOLUTIONNAIRE DE L'ALLEMAGNE!

A quelques exceptions près, les économistes bourgeois nient tout lien entre les performances économiques supérieures de l'Allemagne de l'Est et sa planification centralisée. Au lieu de cela, ils insistent sur les relations économiques particulières avec l'Allemagne de l'Ouest (officiellement la République fédérale d'Allemagne). Les exportations est-allemandes vers la République fédérale sont exemptées des droits de douane du Marché commun qui frappent tous les autres pays d'Europe de l'Est, le régime de Bonn s'est porté garant des prêts bancaires à la RDA, etc.

Mais ces facteurs ne peuvent pas expliquer les succès économiques de l'Allemagne de l'Est. La remarquable progression de ses exportations au début des années 80 était principalement orientée vers des marchés occidentaux autres que la République fédérale, et où la RDA ne bénéficie d'aucun privilège douanier. L'accès aux prêts occidentaux ne peut pas expliquer la

capacité de l'Allemagne de l'Est à diminuer de façon radicale ses coûts en énergie et en matières premières par unité de production. La Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie n'ont eu aucun problème pour emprunter des milliards de deutschmarks aux banquiers de Francfort, et le seul résultat a été d'approfondir et finalement d'aggraver leurs crises économiques.

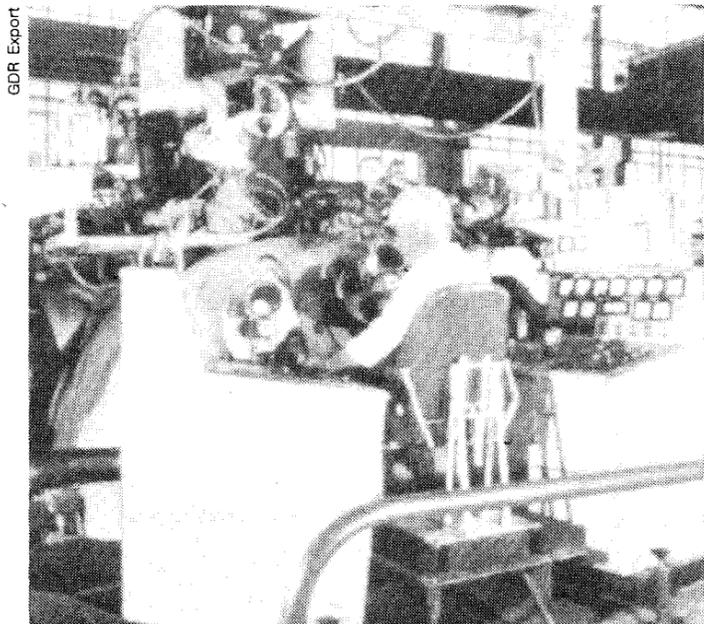
Il est certain que la République fédérale subventionne la RDA. Avec les crédits « swing », les industriels et les intermédiaires ouest-allemands ont reçu de la Bundesbank de Bonn l'équivalent d'un demi-milliard de dollars par an de subventions pour les aider à couvrir leurs exportations vers l'Allemagne de l'Est. C'est en partie une subvention à l'exportation pour les capitalistes ouest-allemands (c'est-à-dire une forme déguisée de protectionnisme). Cependant, les relations économiques particulières de Bonn avec la RDA ne sont pas avant tout un moyen pour les industriels de la Ruhr de vendre davantage de machines-outils ou de matériels de construction. Leur principal objectif est bien plus sinistre.

Les maîtres du Quatrième Reich visent à subvertir et à miner l'économie socialisée en Allemagne de l'Est et au-delà de la ligne Oder-Neisse (la frontière d'après la Deuxième Guerre mondiale avec la Pologne), à reconquérir ce que Hitler a perdu quand il a déclenché l'opération Barbarossa contre l'Union soviétique. (Encore aujourd'hui, des publications ouest-allemandes appellent la RDA « l'Allemagne centrale »!) L'objectif ultime de l'*Ostpolitik* et de la diplomatie du deutschmark de Bonn est clairement perçue par la bourgeoisie française, pour qui la perspective d'une Allemagne réunifiée — qu'elle soit capitaliste ou socialiste — est un cauchemar historique. Après la visite triomphale de Honecker en Allemagne de l'Ouest à l'automne 87, l'ex-ministre des Affaires étrangères français Michel Jobert, gaulliste virulent, s'exclamait: « L'Allemagne entend suivre sa voie en *Mittel-europa*. C'est un peuple qui pense qu'il peut faire un accord avec les Soviétiques, en comptant sur la puissance économique de la République fédérale pour racheter son unité — sous quelque forme que ce soit » (*Newsweek*, 14 septembre 1987).

En attendant, l'Allemagne de l'Ouest se sert de sa puissance économique comme d'un levier pour encourager et protéger les forces pro-impérialistes à l'intérieur de la RDA. Ainsi, Alfred Dregger, dirigeant du parti de droite démocrate-

Suite page 12

Four  
multichambre  
à faisceau  
d'électrons  
fabriqué par  
le Kombinate  
LEW.  
L'industrie  
est-allemande  
est la  
plus  
avancée du  
bloc  
soviétique.



## Manifestation...

Suite de la page 3

sonnalités éminentes, telles que Geronimo ja Jaga (Pratt), ex-dirigeant des Black Panthers, emprisonné à San Quentin (Californie), et James McPherson, historien réputé de la Guerre civile américaine, auteur de *Battle Cry of Freedom* (« Cri de guerre de la liberté »).

Le comité a été créé à l'initiative du Partisan Defense Committee (PDC), une organisation de défense légale à l'échelle nationale, se plaçant sur le terrain de la lutte de classe. Le PDC a travaillé avec la Spartacist League/US à la construction de la mobilisation réussie des 5 000 ouvriers/Noirs qui a empêché, le 27 novembre 1982, le KKK de parader dans les rues de Washington. Cette manifestation était l'une des mobilisations antifascistes, centrées sur la classe ouvrière, que nos camarades de la SL/US ont contribué à initier dans le but d'empêcher la vermine nazie et le KKK d'établir des têtes de pont dans les principaux centres urbains américains. La clé du succès est la détermination des syndicats et des minorités à organiser leur force dans une démonstration de puissance dans les rues. La provocation du Klan et de ses alliés « skinheads » racistes à Philadelphie — une ville avec une énorme population de Noirs et de minorités et avec des syndicats combattifs — doit être stoppée! Nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé par le PDC.

**« TOUS DANS LA RUE POUR STOPPER LE KU KLUX KLAN LE 5 NOVEMBRE A PHILADELPHIE ! »**

Les lyncheurs du Ku Klux Klan



Workers Vanguard

Le 27 novembre 1982, à l'initiative de la SL/US, une mobilisation ouvrière/noire, réunissant 5 000 manifestants, a empêché une provocation du KKK à Washington.

(KKK) et les ordures « skinheads » menacent de parader le 5 novembre dans le centre de Philadelphie, place de l'Indépendance [Independence Mall]. Avec leurs croix enflammées et leurs croix gammées, ils sont un danger mortel pour les Noirs, les Juifs, les Hispaniques, les homosexuel(le)s, les catholiques, les syndicats — pour nous tous.

Le KKK et les « skinheads » ont déjà défilé dans Valley Forge et à Parkside, où ils ont eu droit à une réception musclée. Maintenant, ils viennent à Philadelphie faire leur provocation meurtrière. Il faut, le 5 novembre, place de l'Indépendance, une démonstration massive de la puissance du mouvement ouvrier et des Noirs, capable de regrouper les minorités et toutes les victimes désignées des lyncheurs pour stopper ces terroristes fascistes.

Ne nous trompons pas : le KKK est un ramassis de tueurs sadiques, avec ou sans leur cagoule. Leur vision de la liberté d'expression est ce que le gouvernement a fait à la communauté MOVE en brûlant vifs onze Noirs dont cinq enfants. Les mères de MOVE sont toujours em-

prisonnées!

Nous n'oublions ni l'attentat à la bombe contre l'église de Birmingham [tuant, en 1963, quatre jeunes femmes noires dans cette église fréquentée par la communauté noire], ni le massacre de Greensboro [où furent tués cinq militants appartenant au mouvement des droits civiques ou syndical, en 1979], ni les récents incendies de synagogues à New-York. Les « skinheads » dégénérés, avec leurs décorations nazies et leurs rangers veulent réaliser leurs fantasmes hitlériens de meurtre. Si nous ne les arrêtons pas maintenant, qui seront les prochains à payer de leur vie?

Ces racistes qui haïssent le mouvement ouvrier déclarent qu'ils apporteront leurs cordes pour le lynchage et qu'ils viendront faire le salut hitlérien devant la Liberty Bell, dans ce « berceau de la liberté » [ce fut à Philadelphie que fut signée la Déclaration d'indépendance en 1776]. Pour des millions de gens, cette liberté signifiait être nés dans l'esclavage. La Guerre civile a su en finir avec l'esclavage. Nous devons finir le travail. Un pas

dans ce sens peut être fait en stoppant le KKK et les « skinheads » maintenant.

Les syndicats se sont construits contre l'opposition violente du KKK. Si leurs forces sont mises en action, nous pouvons nettoyer les rues de Philadelphie de ces criminels racistes. Nous serons place de l'Indépendance samedi 5 novembre pour honorer la mémoire des travailleurs qui ont construit ce pays et à qui l'on a refusé les fruits de leur travail. Aujourd'hui où les Noirs d'Amérique sont dans le colimateur, tout le monde du Travail est confronté à une offensive de destruction des syndicats qui vise à reprendre des acquis obtenus de haute lutte : rappelez-vous les aiguilleurs du ciel du syndicat PATCO emmenés de force, enchaînés! Le KKK et les « skinheads » sont une menace pour nos conditions d'existence et pour nos vies. Le pouvoir de les stopper repose sur les syndicats combattifs et racialement intégrés de la ville : ouvriers du transport, éboueurs, camionneurs, enseignants et dockers.

Quand le KKK a essayé de manifester contre les immigrés à Washington en novembre 1982, la puissance d'une manifestation racialement intégrée de 5 000 ouvriers et membres des minorités, soutenus par plus de 70 syndicats et dirigeants syndicaux de Norfolk à Boston, les a chassés. Les fascistes doivent être stoppés, et nous le pouvons ici. Tous dans la rue pour arrêter le KKK et les nervis « skinheads » le 5 novembre! Soyez là!

A l'initiative du Partisan Defense Committee, 1530 Locust St., Suite n° 92, Philadelphia, PA 19102 — tél. (19.1.215) 790 1822. ■

## Hongrie...

Suite de la page 11

chrétien au Bundestag, déclarait que les concessions économiques et diplomatiques de Bonn à Honecker étaient « le prix à payer pour qu'il donne un peu plus de liberté à sa population » (*Independent* de Londres, 9 septembre 1987). Ce qui importe pour Dregger et ses semblables, c'est la liberté pour les dissidents pro-occidentaux des « droits de l'homme » et le mouvement « pacifiste » regroupé autour de l'Eglise luthérienne.

L'Eglise luthérienne est en RDA la seule institution qui soit autorisée à exister avec une certaine indépendance vis-à-vis de la bureaucratie stalinienne. Mais l'Allemagne de l'Est n'est pas la Pologne. (De fait, les Allemands de l'Est détestaient le « syndicat » clérical-nationaliste Solidarność.) La RDA est une société laïcisée en profondeur, avec un prolétariat, et une intelligentsia qui penche vers le socialisme. Cela ne veut pas dire que l'Allemagne de l'Est soit immunisée contre les puissantes pressions exercées par l'impérialisme. Le mouvement « pacifiste » est-allemand, dont plusieurs membres ont été récemment arrêtés par la Stasi, la police secrète, et expulsés de RDA, est en fait un conduit pour l'introduction de l'idéologie nationaliste allemande social-démocrate, variante Verts/pacifistes.

La social-démocratie ouest-allemande (SPD) est une force puissante, tant idéologiquement qu'organisationnellement, pour la contre-révolution en Allemagne de l'Est. Les sympathies social-

démocrates persistent en RDA, où beaucoup voient le SPD comme une alternative « démocratique » à leur propre régime stalinien. Cela a été montré par l'accueil délirant que Willy Brandt a reçu quand il a visité Erfurt en 1970. Ces dernières années, dans le SPD, la tendance Brandt, avec ses compagnons de route Verts, a été la principale expression de la résurgence du nationalisme allemand sous des couleurs pseudo-gauches et pacifistes. Le mot d'ordre d'une Allemagne neutre, démilitarisée et réunifiée — indépendante de Washington et de Moscou — est un appel à peine déguisé pour une contre-révolution « démocratique » en Allemagne de l'Est.

Dans les conseils des banques de Francfort, les chancelleries de Bonn et le siège du SPD, on fait des plans pour récupérer la Prusse et la Saxe pour le capitalisme du « monde libre ». Mais comme l'a dit le poète écossais Robert Burns, « the best laid schemes o' mice and men gang aft a-gley » [approximativement, « les meilleurs plans tirés sur la comète s'évanouissent »]. Les sondages montrent qu'une immense majorité des habitants des deux Etats allemands souhaitent la réunification. La réunification est une épée à double tranchant. Elle a aussi son tranchant prolétarien, qui peut balayer les maîtres du Quatrième Reich et leurs laquais sociaux-démocrates. Quand les jeunes manifestaient à Berlin-Est en juin 1987, ils criaient : « Le mur doit disparaître ! » et « Nous voulons Gorbatchev ! » et chantaient *l'Internationale* (cf. « L'Allemagne divisée et glasnost », *le Bolchévik* n° 78, novembre-décembre 1987).

Le sentiment d'identité entre

ouvriers des deux rives de l'Elbe, la crainte largement répandue que les fous furieux de Washington déclenchent une guerre nucléaire qui commencerait sur le sol allemand, peuvent être la base pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne — révolution socialiste à l'Ouest, révolution politique contre les staliniens à l'Est. La possibilité d'une réunification révolutionnaire a été historiquement démontrée au cours du soulèvement des ouvriers est-allemands en 1953. Un meeting de masse des ouvriers de la métallurgie de Berlin-Est lança le mot d'ordre d'un gouvernement des ouvriers métallurgistes basé sur les comités de grève. Et à la gare de Halle, les grévistes accueillaient les voyageurs en provenance de l'Ouest avec une banderole où l'on pouvait

lire : « Maintenant balayez votre crotte à Bonn — à Pankow [Berlin-Est], nous nettoions la maison. »

L'avenir d'une Allemagne divisée ne peut pas être, et ne sera pas déterminé uniquement à l'intérieur de l'Allemagne. L'Allemagne est à la tête de l'Europe — pour le socialisme ou pour la barbarie. Sous les nazis, l'impérialisme allemand a fait subir à l'Europe l'indécible barbarie d'Auschwitz et de Dachau. Mais si la puissance sociale du prolétariat industriel des deux Etats allemands est unie dans un axe pour la révolution socialiste en Europe, celui-ci trouvera des alliés dans les classes ouvrières, depuis le Portugal jusqu'à l'URSS. Une Allemagne soviétique prendra sa juste place en tant que nouveau industriel des Etats-Unis socialistes d'Europe. ■

A Spartacist Pamphlet \$1.00

**“Market Socialism”  
in  
Eastern Europe**

The Bankruptcy of the  
Yugoslav Model

PAGE 7

Hungary:  
“Goulash Communism”  
Goes Bust

PAGE 9

For Central Planning  
Through Soviet Democracy

PAGE 16

Gorbachev Rehabilitates Leader of Right Opposition

**The Bukharin Dossier**

PAGE 32

July 1988 Spartacist Publishing Co. Box 1377 QPO, New York, N.Y. 10116

12 F port inclus

Pourquoi  
l'URSS  
n'est pas  
capitaliste

Ligue trotskyste de France  
tendance spartaciste  
internationale

12 F port inclus

Ecrire au « Bolchévik » : B. P. 135 — 10, 75463 Paris Cedex 10

# URSS...

Suite de la page 16

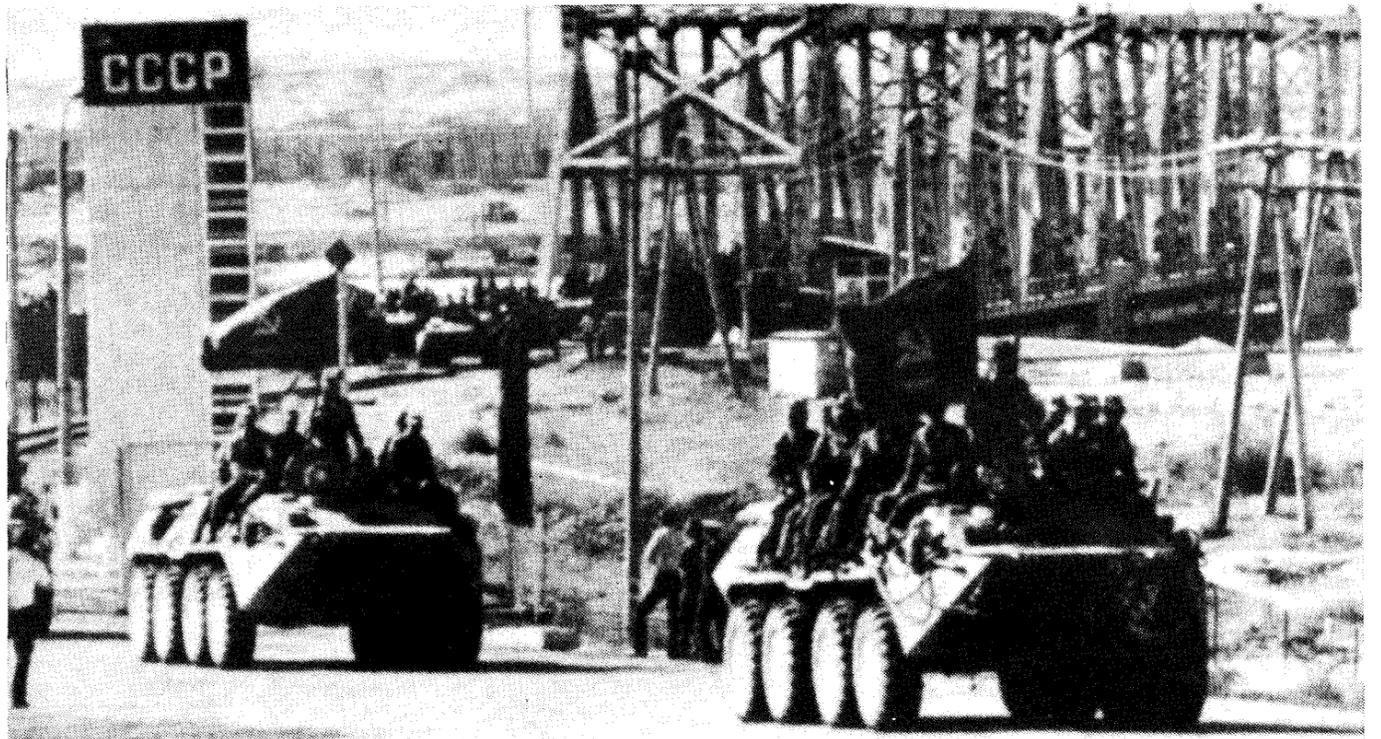
des propagandistes de la CIA et de la « théorie » des « nations captives ».

Ce que les républiques baltes et arménienne ont de commun, c'est qu'elles sont parmi les plus avancées de l'Union soviétique. Et elles mettent en pratique la logique cannibale de réformes de la *perestroïka* orientées vers le marché. Dans un article du 30 août du *San Francisco Chronicle*, on peut lire : « En plus de cette turbulence politique, les réformes économiques de Gorbatchev vont probablement exacerber la crise ethnique. La *perestroïka* produit déjà chômage, inflation et récession [...] mais ses conséquences les plus préoccupantes peuvent bien être la disparité économique régionale. Des variations dans différentes régions au niveau de l'emploi produiront des inégalités économiques entre des groupes ethniques. Des constructeurs de machines-outils en Russie laisseront bientôt derrière eux les cultivateurs de coton en Asie centrale. Ces différenciations créeront certainement des mécontentements. » Des dizaines d'années de mauvaise gestion par la bureaucratie du Kremlin ont miné l'idée qu'on peut avoir l'égalité entre les peuples soviétiques sur la base d'un bien-être matériel toujours accru. Un grand nombre d'éléments de l'intelligentsia à travers l'Union soviétique identifient l'égalité sociale et nationale à la stagnation économique et au nivellement par le bas. Ils se prononcent donc pour l'augmentation du bien-être matériel par la voie *inégalitaire* — la décentralisation et la concurrence du marché.

## DERRIERE LA RESURGENCE DU NATIONALISME ARMENIEN

Le stalinisme a été synonyme d'oppression nationale des peuples non russes en Union soviétique. Sous Staline (lui-même géorgien), cela voulait dire la russification des républiques non russes de l'URSS, l'Etat que les bolchéviks avaient conçu comme une union véritablement libre des peuples. Une « solution » contemporaine analogue à celle de Staline, c'est la « solution » à la question nationale en Roumanie choisie par l'ultrastalinien Ceausescu qui a ordonné que soient rasés les villages hongrois en Transylvanie. Mais une fois que Gorbatchev a soulevé la chape de plomb de la répression, le résultat en a été l'irruption du chauvinisme et du particularisme national. Et le plus dangereux, c'est l'émergence des nazis grand-russes de Pamiat qui organisent des provocations hebdomadaires dans les rues de Leningrad. Une manifestation massive et organisée par des ouvriers et la jeunesse de Leningrad pour écraser Pamiat serait un avertissement net qu'il n'y a pas de place pour le chauvinisme nationaliste dans la patrie de la révolution d'Octobre.

Ce qu'il faut, c'est le programme marxiste qui animait le parti bolchévique de Lénine et de Trotsky. Il est nécessaire de reforge en Union soviétique un authentique parti bolchévique attaché à la planification centrale sous la démocratie ouvrière, l'égalitarisme social, l'égalité et l'internationalisme prolétariens. Seul un tel programme peut libérer les énergies créatrices des peuples soviétiques et surmonter les conflits nationaux potentiellement fratricides qui pèsent chaque jour davantage dans



Der Spiegel

Le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. La bureaucratie stalinienne fuit le devoir internationaliste et attise les rivalités nationalistes entre les peuples soviétiques.

l'URSS de Gorbatchev.

L'agitation nationaliste intense en Arménie et dans les républiques baltes souligne la banqueroute historique du régime bureaucratique stalinien et les dangereux effets des tentatives de Gorbatchev de le « réformer ». Car les Arméniens ont été traditionnellement une des nationalités les plus pro-russes et, à l'époque de la révolution d'Octobre, la Lettonie et, dans une moindre mesure, l'Estonie étaient des places fortes du bolchévisme.

Les Arméniens, petit peuple chrétien du Proche-Orient, ont considéré pendant longtemps la Russie comme un protecteur contre les voisins musulmans hostiles, particulièrement la Turquie. Les dachnaques arméniens étaient le seul parti nationaliste dans l'empire russe qui soutenait l'autocratie tsariste. Quand la Première Guerre mondiale éclata, les dachnaques formèrent des régiments de volontaires pour se battre aux côtés de la Russie contre la Turquie ottomane. C'est, entre autres, pourquoi les Turcs massacrèrent plus d'un million d'Arméniens l'année suivante.

Dans les conditions anarchiques qui régnaient dans le Caucase après la Révolution bolchévique et la guerre civile qui s'ensuivit, l'Arménie fut temporairement indépendante sous la direction des dachnaques qui collaboraient étroitement avec le général russe blanc Denikine. Pourtant, même à l'époque, une majorité des Arméniens voyait l'unité avec la Russie comme l'unique base permanente d'une sécurité nationale et d'une stabilité

économique.

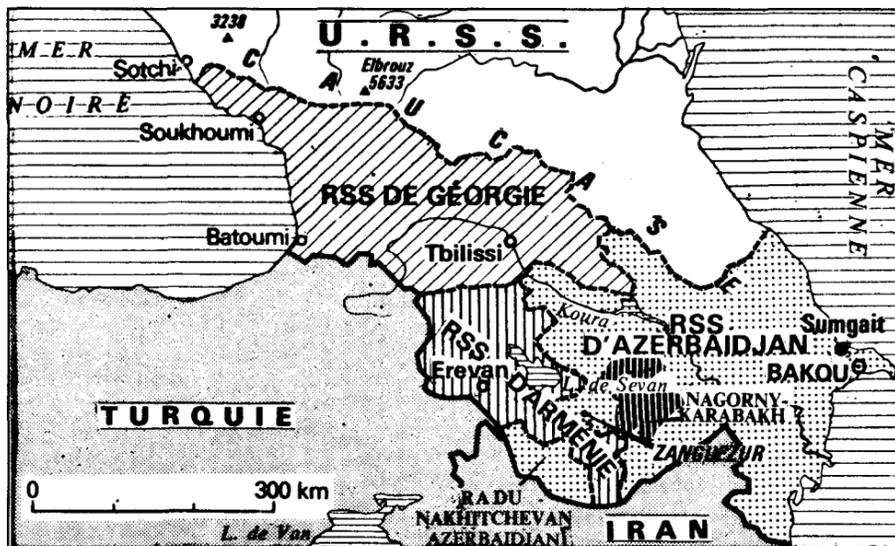
Pour se protéger de l'invasion d'une armée turque à la fin de 1920, les dachnaques négocièrent un accord avec les bolchéviks qui incorporait *de facto* l'Arménie dans l'Etat soviétique.

L'Arménie est devenue par la suite une des régions les plus prospères de l'Union soviétique. Avec une classe ouvrière éduquée, une large couche d'intellectuels, elle est un centre industriel de haute technologie et de recherche scientifique. Avec la *perestroïka* de Gorbatchev qui met l'accent sur la compétitivité et la récompense, les intellectuels et bureaucrates arméniens s'attendent à obtenir plus et en particulier aux dépens de l'Azerbaïdjan moins développé. Les Arméniens sont ainsi à l'avant-garde du « socialisme de marché » en URSS. L'idée qu'on se fait de la *perestroïka* à Erevan, c'est que les Arméniens seront les directeurs d'usine, les Russes les ouvriers à la production et les Azeris les balayeurs.

Au début de l'année dernière, les intellectuels arméniens ont lancé une campagne pour transférer la région autonome du Nagorny-Karabakh, une enclave montagneuse de 150 000 habitants, de la juridiction azerbaïdjanaise à celle de l'Arménie. Comme nous l'écrivions au printemps dernier : « Puisque une majorité des habitants du Nagorny-Karabakh veulent le rattachement à la république d'Arménie, ceci est leur droit démocratique » (le *Bolchévik* n° 82, avril). Mais le mouvement pour le Karabakh n'est qu'une partie d'un

programme irrédentiste pour une Grande Arménie. Leur prochaine préoccupation c'est la république autonome du Nakhitchévan qui fit partie un moment donné de l'Arménie mais qui aujourd'hui est peuplée en majorité d'Azeris. La revendication du transfert du Karabakh a été rejetée par la bureaucratie du Kremlin par peur d'ouvrir la porte à une suite sans fin de revendications territoriales et de contre-revendications de la part des différentes nationalités soviétiques.

La frustration sur l'affaire du Nagorny-Karabakh a provoqué une vague de chauvinisme effréné en Arménie. Le *Washington Post* du 12 septembre cite une réflexion typique d'un marchand de fruits arménien : « Les Azerbaïdjanais c'est juste des Turcs, la même espèce, et quand je vois un Turc je le tue. Ils ont tué nos grands-parents et maintenant ils veulent nous tuer nous. Nous pourrions vivre avec eux si seulement c'étaient des êtres humains mais ils agissent comme des animaux. » Un reporter du *New York Times* cite un éminent intellectuel arménien commentant en passant : « Nous sommes une nation encerclée par des barbares », pendant que dans la rue un agitateur « appelait avec éclat les nations chrétiennes à se réunir contre les Azerbaïdjanais majoritairement musulmans qui déclare-t-il "se reproduisent comme des cafards". » Les Arméniens, à part quelques excités, ne veulent pas se séparer de l'URSS. Ils savent qu'un petit Etat indépendant de quelque trois millions d'habitants au Proche-Orient serait une proie facile pour leurs puissants voisins musulmans et en particulier la Turquie. Traditionnellement, ils ont appelé les Russes en tant que « peuple chrétien » frère à s'unir contre l'infidèle musulman. Les bureaucrates, intellectuels et entrepreneurs petits capitalistes arméniens comprennent aussi que leur prospérité relative découle de ce qu'ils sont un secteur de l'économie soviétique culturellement et technologiquement avancé. Ils voulaient simplement un accord plus profitable dans leur association avec les Russes. Mais quand Moscou ne leur a pas donné ce qu'ils voulaient, leurs sentiments se sont retournés avec virulence contre le gouvernement central. Les manifestations de février-mars à Erevan arboraient des portraits de Gorbatchev et ils



Le Monde

Le Caucase soviétique

Suite page 14

## URSS...

Suite de la page 13

saluaient la *glasnost*. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

La *perestroïka* de Gorbatchev a déchaîné un nouvel accès de tueries communautaires dans le Caucase. Et le régime stalinien ne peut pas résoudre la myriade de querelles, d'aspirations ou de conflits nationaux d'une manière démocratique et équitable. Sous un régime de démocratie ouvrière, les frontières des différentes républiques et régions autonomes pourront être corrigées en fonction de la volonté des peuples concernés. De plus, si l'Union soviétique appliquait un programme d'internationalisme révolutionnaire, écrasait les mollahs en Afghanistan au lieu de temporiser puis de retirer les troupes soviétiques, si l'URSS mettait en avant le programme de la révolution prolétarienne en Iran, qui étendrait les acquis d'Octobre par exemple à l'Azerbaïdjan iranien, au lieu de capituler devant l'anticommuniste Khomeiny — alors, les peuples soviétiques n'auraient pas pour principale préoccupation, en URSS même, de poursuivre des querelles nationales séculaires.

### L'ESTONIE ET LA LETTONIE ÉTAIENT DES BASTIONS DU BOLCHEVISME

Dans les médias occidentaux, les républiques baltes soviétiques sont présentées comme des serres chaudes de nationalisme anticommuniste. Ces derniers mois, des manifestations de masse ont eu lieu à Riga, Tallin et Vilnius, derrière les drapeaux des Etats bourgeois indépendants de Lettonie, d'Estonie et de Lituanie de l'entre-deux-guerres. Pourtant, ces Etats « indépendants » avaient été créés à la suite de l'intervention directe de l'impérialisme occidental après l'écrasement des ouvriers révolutionnaires pro-soviétiques d'Estonie et de Lettonie. Historiquement, cette région était un bastion du bolchévisme.

Depuis sa fondation, immédiatement avant la révolution de 1905, le Parti ouvrier social-démocrate letton avait des liens étroits avec le Parti bolchévique de Lénine. Cela reflétait le niveau de conscience de classe exceptionnellement élevé — guère contaminé par le nationalisme — des ouvriers, y compris beaucoup d'ouvriers agricoles qui haïssaient non seulement les barons baltes germanophones et les fonctionnaires russes, mais aussi la bourgeoisie et les paysans riches lettons. Jusqu'en 1917, le parti letton était la composante la plus importante de la social-démocratie russe. « *Le menchévisme était un enfant non désiré dans la social-démocratie lettone* », écrit Andrew Ezergailis dans son livre *The 1917 Revolution in Latvia* (1974), et l'année de la révolution « *la domination bolchévique était assurée dans les soviets dès le tout début* », contrairement à ce qui se passait dans le reste de l'empire.

Quand éclata la Révolution russe de 1917, les huit régiments lettons de l'armée tsariste passèrent tous du côté des soviets. Les tirailleurs lettons — dont l'héroïsme pendant la guerre civile est légendaire — furent les seuls régiments de l'ancienne armée tsariste incorporés tels quels dans l'Armée rouge de Trotsky. Dans les élections à l'Assemblée constituante de novembre 1917, les bolchéviks obtinrent 70 % des voix en Lettonie et 40 % en Estonie — bien plus qu'en Russie,

où une grande partie de la paysannerie soutenait encore les populistes petits-bourgeois, les socialistes-révolutionnaires. Mais les républiques soviétiques nouvelles de Lettonie et d'Estonie furent écrasées quand les impéria-

clausus pour limiter l'inscription des juifs à l'université et organisèrent des pogromes. En 1939, après le pacte Hitler-Staline, Moscou annexa les Etats baltes à l'Union soviétique, ce qui était une mesure stratégique défensive.



Le dernier combat de Lénine fut mené contre Staline (troisième à partir de la gauche) et son lieutenant Ordjonikidzé (à droite) sur leur chauvinisme grand-russe contre les communistes géorgiens. La photo a été prise en 1925.

listes allemands envahirent et occupèrent la région à la fin 1917.

Avec la chute de l'Allemagne du Kaiser Guillaume en novembre 1918, les ouvriers lettons et estoniens entreprirent à nouveau de prendre le pouvoir en mains. Des insurrections prolétariennes à l'intérieur, et le soutien de l'Armée rouge depuis l'extérieur conduisirent à la formation de la république soviétique de Lettonie au début 1919. L'historien bourgeois américain Stanley Page, dans son livre *The Formation of the Baltic States* (1959) le reconnaît : « *Dans la classe ouvrière lettone, le régime soviétique trouva une certaine base pour établir un gouvernement capable de compter sur le soutien d'un pourcentage substantiel de la population. Une révolte ouvrière salua l'entrée de l'Armée rouge à Riga, et des soulèvements similaires précédèrent aussi la prise de Jelgava et de Ventpils par les rouges.* » En Estonie, de même, l'avance de l'Armée rouge fut saluée par des soulèvements ouvriers.

Cependant, le pouvoir des soviets en Lettonie et en Estonie fut écrasé par une alliance des impérialismes britannique et allemand, des forces russes blanches et des nationalistes bourgeois indigènes. Le principal architecte de la contre-révolution dans la Baltique fut la Grande-Bretagne, dont la flotte se révéla être une arme efficace dans les batailles pour les villes côtières. Tallin tomba à la contre-révolution à la fin 1918; Riga réussit à tenir encore cinq mois. Après la naissance des Etats baltes « indépendants », leurs dirigeants bourgeois, fantoches de l'impérialisme occidental, déclenchèrent une terreur blanche qui décima les communistes. Une tentative d'insurrection à Tallin, en 1924, organisée par Zinoviev, fut un putsch manqué. Pendant la décennie qui suivit, le prolétariat socialiste jadis puissant de Lettonie et d'Estonie fut progressivement affaibli.

Dans les années 30, les régimes de droite à Riga, Tallin et Vilnius devinrent de plus en plus répressifs contre la gauche et le mouvement ouvrier, instituèrent un numerus

Cependant, Staline laissa pratiquement intact l'ancien ordre bourgeois. Quand Hitler déclencha l'opération Barbarossa contre l'URSS en juin 1941, les pays baltes furent à nouveau conquis par l'armée allemande. Les occupants nazis et leurs alliés locaux exterminèrent non seulement les juifs mais aussi quiconque était suspect de sympathies communistes. Quand l'Armée rouge libéra les républiques baltes en 1944, les collaborateurs estoniens, lettons et lituaniens suivirent la Wehrmacht dans sa retraite, devenant les premiers des fanatiques de guerre froide des « nations captives » à Bonn et à Washington.

Aujourd'hui, la Lettonie et l'Estonie sont les régions les plus avancées économiquement et les plus occidentalisées de l'URSS. Les bureaucrates et les intellectuels nationalistes veulent maintenant garder le contrôle de chaque rouble produit dans ces républiques. Les activistes des Fronts populaires letton et estonien — prétendument formés pour soutenir le programme de « réformes » de Gorbatchev — demandent que l'autofinancement ne soit pas seulement appliqué aux entreprises prises individuellement; ils veulent aussi que le contrôle de tout le commerce extérieur, y compris avec les autres régions de l'URSS, soit entre les mains des républiques. Un petit capitaliste d'Estonie lançait : « *Nous aurons notre monnaie. Le taux de change sera de trois roubles soviétiques pour un rouble estonien.* »

Le 1<sup>er</sup> octobre, le Front populaire d'Estonie tenait son premier congrès national dans le Palais de la culture Lénine de Tallin. Un quart de ses dirigeants seraient membres du parti communiste. Mais que ce soit ou non avec l'approbation du PC, tout ceci va dans la direction d'un démembrement de l'URSS. « *Naturellement, une Estonie indépendante est l'objectif de chaque Estonien* », déclarait un des organisateurs du Front populaire. Entre autres choses, ils réclament le droit de stopper l'immigration de non-Estoniens (environ 40 % de la population et la moitié des habi-

tants de Tallin sont aujourd'hui russes), ainsi que l'emploi exclusif de l'estonien comme langue officielle.

Ces revendications constituent une attaque contre les bases mêmes de l'URSS. Lénine et les bolchéviks considéraient la question linguistique, en particulier, comme un aspect clé de la lutte pour l'égalité nationale dans la prison des peuples tsariste. Les bolchéviks combattaient l'obligation faite de l'usage de la langue russe aux nationalités non russes, mais ils étaient aussi opposés aux nationalistes bourgeois et petits-bourgeois qui demandaient l'« autonomie nationale-culturelle » et la reconnaissance officielle de leur langue. Lénine insistait sur ce point : « *Le programme de la démocratie ouvrière dans la question nationale, le voici : suppression absolue de tout privilège pour quelque nation et quelque langue que ce soit [...].* » Comme la révolution d'Octobre devait le démontrer dans la pratique, un programme de démocratie conséquente, dans la mosaïque de nationalités de l'empire tsariste, pouvait être réalisé *uniquement* avec la conquête du pouvoir par le prolétariat et la création d'une économie collectivisée, à planification centrale.

Et seul un programme totalement internationaliste pouvait mener les masses ouvrières à la conquête du pouvoir. Ce fut sous Staline et le dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays » que l'internationalisme bolchévique fut subverti, et que le chauvinisme grand-russe et l'antisémitisme relevèrent à nouveau la tête au Kremlin. La dernière bataille politique de Lénine, en 1922 et au début 1923, fut livrée contre la campagne de Staline pour imposer à l'Union des républiques socialistes soviétiques le vieux principe tsariste d'une « Russie une et indivisible ». Lénine insistait que la « liberté de se séparer de l'Union » était fondamentale, et non une disposition sur le papier servant à couvrir la bureaucratie russificatrice. En même temps, les ouvriers soviétiques conscients de toutes les nationalités doivent s'opposer à tous les mouvements séparatistes qui sont en réalité une couverture pour la contre-révolution bourgeoise. Si la république soviétique de Lettonie, en 1919, était un Etat ouvrier indépendant, proche allié de la Russie soviétique, les forces qui veulent aujourd'hui une Lettonie et une Estonie indépendantes sont, de plus en plus, antisoviétiques et anticommunistes. C'est pourquoi l'impérialisme approuve et fomenté le nationalisme balte, en qui il voit une première étape possible vers la désintégration de l'Union soviétique.

### POUR L'EGALITE SOCIALE ET NATIONALE

La crise soviétique actuelle est profondément enracinée dans des décennies de gestion désastreuse du régime stalinien, aggravées aujourd'hui par la *perestroïka* de Gorbatchev. Partout où le « socialisme de marché » a été introduit, il a provoqué une aggravation des inégalités sociales, régionales et nationales. Ces tendances ont atteint un point extrême dans le pays qui a été le pionnier de l'« auto-gestion » et de l'« autofinancement » il y a quarante ans de cela, autrement dit la Yougoslavie. Aujourd'hui, la Yougoslavie est ébranlée par une inflation de 200 % par an, des licenciements massifs, un programme d'austérité féroce

imposé par les banquiers internationaux, et de violents antagonismes entre les différentes républiques nationales et régions autonomes. Néanmoins, pratiquement toutes les régions de Yougoslavie ont vu des grèves et des manifestations ouvrières combattives contre une situation économique de plus en plus désespérée.

Ces derniers mois, les ouvriers ont occupé au moins à trois reprises le parlement à Belgrade. Il y a quelques semaines, un rassemblement de 70 000 personnes dans la ville de Kraljevo, au centre de la Serbie, a montré de manière spectaculaire à la fois la colère ouvrière et les antagonismes nationaux croissants. Officiellement, ce rassemblement devait être une protestation nationaliste serbe contre l'exode des Serbes de la province à majorité albanaise du Kosovo. Mais il se transforma rapidement en une protestation amère contre le parasitisme bureaucratique. Un responsable syndical d'une usine de wagons s'exclama: « Rendez tout ce que vous avez pris à la classe ouvrière! Vous, avec vos pensions de privilégiés, qui sont plus importantes que la paie de brigades entières d'ouvriers de la sidérurgie, rougissez-vous jamais quand vous les touchez? Nous exigeons le droit de disposer des fruits de notre travail » (*New York Times*, 23 septembre). De tels sentiments peuvent jeter les bases d'une lutte contre la bureaucratie parasite, une lutte qui unira les prolétariats de toutes les diverses nationalités. Mais cela nécessite une direction communiste internationaliste.

**POUR LA REVOLUTION POLITIQUE PROLETARIENNE !**

La Yougoslavie a fait depuis quatre décennies l'expérience du « socialisme de marché ». En Union soviétique, l'introduction de la *perestroïka*, à elle seule, a provoqué une aggravation de la crise économique et politique. Il existe, parmi les travailleurs soviétiques, une profonde réserve d'égalitarisme et de valeurs collectivistes, la conviction que ce qui est produit dans la société doit être mis à la disposition de tous ses membres de façon à peu près égale. On a dit pendant des dizaines d'années aux ouvriers soviétiques que les ressources productives de leur pays leur appartenaient, et ils le croient. De ce fait, la *perestroïka* est vouée à susciter une résistance massive de la population, ce qui peut ouvrir la voie à une révolution politique prolétarienne pour balayer la bureaucratie stalinienne.

Après son arrivée au pouvoir, en 1985, Mikhaïl Gorbatchev a profité de ce qu'on peut appeler, en langage politique français, un « état de grâce ». La confrontation à propos des files d'attente pour les produits alimentaires, le mois dernier à Krasnoïarsk, et les explosions nationalistes en Arménie et dans les républiques baltes, indiquent que pour les travailleurs soviétiques l'« état de grâce » de Gorbatchev est terminé. Pour que les ouvriers soviétiques reprennent le pouvoir politique, il faut la direction d'un parti révolutionnaire marxiste, d'un nouveau parti bolchévique. Et comme le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, ce parti sera basé sur le lien indéfectible entre la lutte pour un authentique pouvoir ouvrier en Union soviétique et la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Traduit de *Workers Vanguard* n°462

**Skins...**

Suite de la page 5

néo-nazis et rêvent d'imiter leur maître.

A l'origine, dans les années 60, les « skins » étaient des lumpens douteux qui tapaient aussi bien sur les immigrés que sur les flics ou sur d'autres catégories de lumpens. Les années 80, en Europe, vont voir un chômage massif qui ne cesse de s'accroître. En France, c'est vers 1984 que le glissement vers l'idéologie nazie avouée est définitif. Et ce n'est pas par hasard: la question n'est pas folklorique mais politique. Ces horreurs sont le pur produit du front populaire de Mitterrand.

En 82, Mauroy lance la campagne raciste en traitant les ouvriers immigrés de l'automobile d'intégristes musulmans, puis ce seront expulsions, camps de rétentions, chasse au faciès des brigades spéciales. Les crimes racistes passeront de la « une » des journaux aux banals entrefilets. Mais si des endroits comme Lille (d'où viennent les « skins » de Brest) sont de véritables bouillons de culture pour cette racaille, c'est que le passage des industries et le dépeuplement de régions entières ont provoqué la rage des lumpens, petits-bourgeois ou fils d'ouvriers paupérisés. Ils sont attirés comme de la limaille de fer vers le fascisme qui canalise cette rage contre les immigrés,

ayant pour but la destruction du mouvement ouvrier organisé, et de sauver la bourgeoisie et ses profits. Malliarakis, dirigeant de Troisième voie, déclare cyniquement: « Il m'a semblé intéressant de prendre en compte une révolte de jeunes paumés ». Les jeunes qui deviennent « skinheads » le font parce qu'ils veulent être des tueurs racistes de façon à exprimer leur rage contre la société. Dénaturés par le capitalisme agonisant, les « skinheads » sont des ordures humaines. Ils doivent être écrasés et balayés.

Effectivement, les lumpens, girouettes instables à qui cette société n'offre que le chômage, déracinés de la classe ouvrière, errent dans un « no future » d'où les fascistes se hâtèrent de les sortir, en les lançant contre grèves et meetings ouvriers comme dans les années trente.

Les « red-skins » se disent, eux, à gauche. Des références communes avec les « skins » nazis (même look, la baston érigée en culte, le nihilisme, le démagogique « anti-profit »), la déception vis-à-vis du « prolétariat ». Ils n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier. Les bandes fascistes sont recrutées parmi les jeunes lumpenisés qui détestent toute autorité. Pour les « red-skins », le dérapage est facile...

Si le « phénomène skin » a pris une telle ampleur, c'est aussi que les directions réformistes du mouvement ouvrier refusent de mobi-

liser la classe ouvrière contre les fascistes. Mais une direction révolutionnaire du mouvement ouvrier peut rallier à la lutte anticapitaliste des couches de plus opprimés, y compris les jeunes désespérés. Mais accrochée aux basques de Mitterrand, la direction du PC, qui prône le « Produisons français », lamentable parodie de la « préférence française » lepéniste n'a pas renié le bulldozer de Vitry. Elle préfère les honteux « débats » avec Le Pen. Il n'y a rien à débattre avec les fascistes, il faut les écraser. Prenant la parole à notre rassemblement du 28 mai devant le « Richelieu », cible du commando « skin » à Rouen, notre camarade Gilles Cazin a tracé les perspectives pour vaincre les fascistes: « Nous, Ligue trotskyste, avertissons depuis la montée de Le Pen: Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent [...]. Il faut que tout le mouvement ouvrier de la région organise une action de front unique, une riposte immédiate, massive, puissante contre cette sinistre et menaçante ratonnade. C'est la seule voie pour stopper l'escalade des agressions fascistes. Ils ont pu trop longtemps multiplier leurs provocations en toute impunité. Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes! Il faut les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Il faut des groupes de défense ouvriers/immigrés pour nous défendre face aux terroristes fascistes! »

**Saint-Denis...**

Suite de la page 5

gauche » à Marseille, des décrets contre le regroupement familial des immigrés par Dufoix, des rafles à la Goutte d'Or. Nous, trotskystes, luttons pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés, le droit pour tous d'étudier sans discrimination de race ou de classe! Tout le monde a droit à une éducation gratuite et de qualité.

**BUDGET DE MISERE, SALAIRES DE MISERE, FRONTS POPULAIRES DE MISERE !**

LES SYNDICATS DU PERSONNEL ET DES PROFESSEURS CGT, CFDT, FEN, ETC. DE LA

FAC APPELLENT A LA GREVE — POUR DES PIQUETS DE GREVE SYNDICATS/ETUDIANTS POUR FERMER LA FAC! Il faut tirer les leçons du mouvement contre Devaquet: c'est au moment où les syndicats ouvriers se sont mobilisés aux côtés des étudiants que le gouvernement a cédé. En effet, seule la classe ouvrière a une réelle puissance sociale, celle d'arrêter la production. Soutenons les appels à la grève des syndicats ouvriers! C'est le début d'une lutte contre l'austérité du front populaire anti-ouvrier, anti-immigrés et antisoviétique de Mitterrand, dans lequel il ne doit y avoir aucune illusion. Les gouvernements de collaboration de classe, en fidèles gérants du capitalisme pourrissant, ont pavé la voie aux fascistes; il faut protéger les quartiers immigrés des ra-

tonnades racistes avec des milices ouvrières, seul moyen d'éviter le meurtre d'autres Malika (assassinée par un flic le 8 octobre à Noisy-Le-Sec). Aucune confiance dans les flics de Mitterrand, comme dans cet Etat qui fait de la jeunesse de la chair à canon pour ses aventures coloniales (Nouvelle-Calédonie, Tchad, etc.) et qui veut s'en servir dans ses préparatifs de guerre contre l'URSS. Nous, trotskystes, défendons l'Union soviétique contre l'impérialisme parce que les acquis d'Octobre sont un immense pas en avant pour la classe ouvrière mondiale.

POUR UN MAI 68 QUI AILLE JUSQU'AU BOUT !

Groupe spartaciste de Saint-Denis, 18 octobre 1988

**Autodafé...**

Suite de la page 2

« scandaleuse ». Mais après l'incendie de Saint-Michel, la police a tout de même inculpé les criminels. En partant des intégristes et en passant par certains « étudiants » en droit, la filière a abouti à un certain Anthony, député européen du Front national et président de l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne. (Tout un programme!) Rien d'étonnant alors à ce que le Führer du FN déclare: « Ce film a été un bide, et les soldats du Christ ont bien œuvré pour en accélérer l'effet. » Quant à Lustiger, en religieux expert, il déclare condamner la violence de certains croisés et ajoute: « Si on ne respecte pas le sacré, on déchaîne le diable. » En l'occurrence, le diable a servi la cause de l'Eglise.

La croisade contre le film de Scorsese a également visé le film de Chabrol, *une Affaire de femme*,

qui relate l'histoire d'une femme guillotinée sous Pétain pour avoir pratiqué des avortements et qui ose déclarer dans le film: « Je vous salue Marie pleine de merde, et le fruit de vos entrailles est pourri. » A quand la demande d'interdiction du *Pater noster* de Prévert? Cette croisade, avec les pressions contre la pilule abortive RU-486, et celles pour l'enseignement du catéchisme à l'école, montre que la hiérarchie catholique a décidé que le moment était venu pour tenter de redonner à l'Eglise le poids qu'elle avait dans la société française au temps béni d'avant 68 où régnait l'ordre moral. Ce que confirme le cardinal Decourtray en disant à propos de la séparation de l'Eglise et de l'Etat: « Ce mot ne convient plus » (*Libération*, 29 octobre).

Pour nous, marxistes, la question de la religion est simple. La religion doit être une affaire privée vis-à-vis de l'Etat. L'Etat n'a pas à se mêler de religion et les églises et autres organisations religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'Etat. Aucune différence de droits

civiques sur la base de telle ou telle croyance ne doit être tolérée. Aucune subvention aux églises et aux associations religieuses. Curés hors de l'école et des chambres à coucher! Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat!

Mais l'essentiel c'est que la croisade contre le film de Scorsese vient de réaffirmer les méthodes et le rôle des fascistes. Ces derniers ont besoin d'actions terroristes pour démontrer à la bourgeoisie qu'ils sont la meilleure force pour rendre docile une population face à la crise, au chômage et à la misère. Le terrorisme est leur programme. Le cinéaste Carné vient de déclarer que les nazis avaient commencé en brûlant des livres. Cette remarque est fort juste. Immigrés, juifs, syndicalistes, socialistes, communistes, homosexuel(le)s, les fascistes nous visent TOUS! Nous devons les arrêter. Il faut des mobilisations massives de tous ceux qui sont dans le collimateur. Il faut des mobilisations basées sur la puissance du mouvement ouvrier organisé pour chasser les fascistes des rues.

## Républiques baltes, Arménie



Der Spiegel



Independent

A Stepanakert, des grévistes exigent que la région du Nagorny-Karabakh passe sous contrôle arménien (à gauche). A droite, la police disperse une manifestation nationaliste à Erevan, la capitale de l'Arménie.

# URSS : la « perestroïka » alimente l'agitation nationaliste

Le dirigeant soviétique Gorbatchev, apparaissant pour la première fois en public après six semaines de silence, s'est vu chahuter, à la mi-septembre, par des ouvriers en colère dans la ville sibérienne de Krasnoïarsk. « Va dans nos magasins, Mikhaïl Sergueïevitch », lui crient-ils, « ils sont vides ! » « Il y a des queues partout ! Pour la viande, le saucisson, pour tout ! » Et maintenant, dans la république balte d'Estonie, des forces nationalistes antirusse ont créé un « front populaire » qui se fixe comme but de plus en plus affirmé la sécession de l'URSS. Tels sont les fruits amers de la perestroïka.

La perestroïka était supposée réactiver la productivité économique et amener à un développement socialiste plus harmonieux. Elle a, au contraire, provoqué des conflits sociaux et nationaux plus intenses, et des groupements variés s'agitent pour obtenir une plus grande part du gâteau économique et plus de pouvoir politique aux dépens des autres. Les troubles dans la société soviétique trouvent leur reflet dans les échelons supérieurs de l'oligarchie du Kremlin. Gorbatchev a, de façon spectaculaire, purgé ou dégradé ses critiques conservateurs dans le Politburo. Egor Ligatchev a été viré du poste de responsable à l'idéologie, Andreï Gromiko a cédé son siège de président du Sovviet suprême et Viktor Tchebrikov, celui de chef du KGB. Gorbatchev aurait maintenant une équipe pro-perestroïka plus efficace. Mais il faudra bien plus qu'un remaniement au sommet de la bureaucratie pour surmonter la pénurie alimentaire ou résoudre les conflits nationaux qui fleurissent en Union soviétique tels que la crise arménienne.

Il faudra une révolution politique prolétarienne pour remettre

l'Union soviétique dans la voie de la démocratie ouvrière et de l'internationalisme prolétarien, la voie de Lénine et Trotsky.

Dans les dernières semaines, le niveau d'ébullition nationaliste dans le Caucase et les régions baltes a augmenté dramatiquement. Pendant des mois, la capitale arménienne Erevan a connu des manifestations de masse, rassemblant des centaines de milliers de personnes exigeant que la région autonome du Nagorny-Karabakh soit retirée de la république d'Azerbaïdjan pour être cédée à l'Arménie. Plus d'un million de manifestants ont envahi le centre d'Erevan en juillet dernier pour protester contre la décision du Sovviet suprême d'URSS de maintenir le statu quo. La capitale du Karabakh, Stepanakert, a connu une succession de grèves générales depuis le printemps. A la fin septembre, un rassemblement arménien (appelé par des bureaucrates locaux) a dégénéré en émeute.

Après qu'on eut appris que des Azeris avaient attaqué un bus rempli d'Arméniens, des bandes quittèrent le rassemblement arménien et allèrent attaquer des Azeris dans la ville toute proche de Kahdzali. Près de cinquante personnes furent blessées et l'une d'entre elles mourra quelque temps plus tard. A Stepanakert, des Arméniens ont sillonné la ville pendant quarante-huit heures, incendiant les maisons abandonnées par leurs habitants azeris.

Un cycle infernal de vengeances nationalistes a été mis en mouvement et menace les fondations internationalistes de l'Etat soviétique. Les événements de Kahdzali font suite aux pogroms anti-Arméniens dans la ville azerbaïdjanaise de Soumgaït, en février dernier, où des bandes azeris ont sauvagement assassiné au moins vingt-six Arméniens et six Azeris. Au fur et à mesure que la violence communautaire s'accroît, des

Azeris, résidents de longue date d'Arménie, fuient vers l'Azerbaïdjan pour sauver leur vie, et vice versa. Au moment de la révolution d'Octobre, le sort de chaque peuple du Caucase était étroitement lié ainsi que celui des travailleurs de Moscou et de Petrograd. Les soviets de Bakou de 1918 étaient dirigés par des communistes azerbaïdjanaïses, arméniens et russes. La prodigieuse croissance économique basée sur les rapports de production socialistes a amené à une interpénétration accrue des peuples. Mais aujourd'hui, le résultat net de plus de soixante ans de règne bureaucratique stalinien, c'est le transfert forcé des populations, avec comme logique ultime le génocide.

Plusieurs jours après la flambée de chauvinisme arménien, la police anti-émeutes dispersait, le 28 septembre, à la matraque, une manifestation dans la capitale de Lituanie Vilnius. Les manifestants auraient crié à la police : « Occupez-vous, foulez le camp d'ici ! » Les républiques baltes d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie sont secouées par des explosions de nationalisme qui, à l'encontre des vendettas communautaires dans le Caucase, sont plus ou moins explicitement dirigées contre le pouvoir central soviétique. A l'occasion de l'anniversaire du pacte Hitler-Staline en août, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé à Tallin, Riga et Vilnius. On pouvait voir dans la foule les drapeaux des Etats bourgeois de l'entre-deux-guerres, ces républiques connues à l'époque pour leur persécution des Juifs et des communistes. Nombre de manifestants avaient des pancartes mêlant de façon infâme la faucille et le marteau et la croix gammée nazie. C'est là la rhétorique

Suite page 13



AFP

A Tallin, Estonie, une manifestation sous le drapeau de la république « indépendante », bastion de l'antisémitisme et de l'anti-communisme dans l'entre-deux-guerres.